



Rapport annuel 2013



**BGL
BNP PARIBAS**

| La banque d'un monde qui change

bgl.lu

L'exposition OEUVRES CHOISIES

Entreprise citoyenne, BGL BNP Paribas est un des principaux partenaires des milieux artistiques et culturels du Luxembourg. Notre institution soutient l'art et la création et, de ce fait, héberge chaque année dans ses espaces des expositions prestigieuses de musées célèbres et d'artistes de renommée locale et internationale.

L'exposition OEUVRES CHOISIES, organisée du 10 janvier au 28 février 2014, au Centre de Banque Privée « d'Villa » de BGL BNP Paribas, a présenté pour la première fois au grand public des oeuvres de la collection de la Banque.

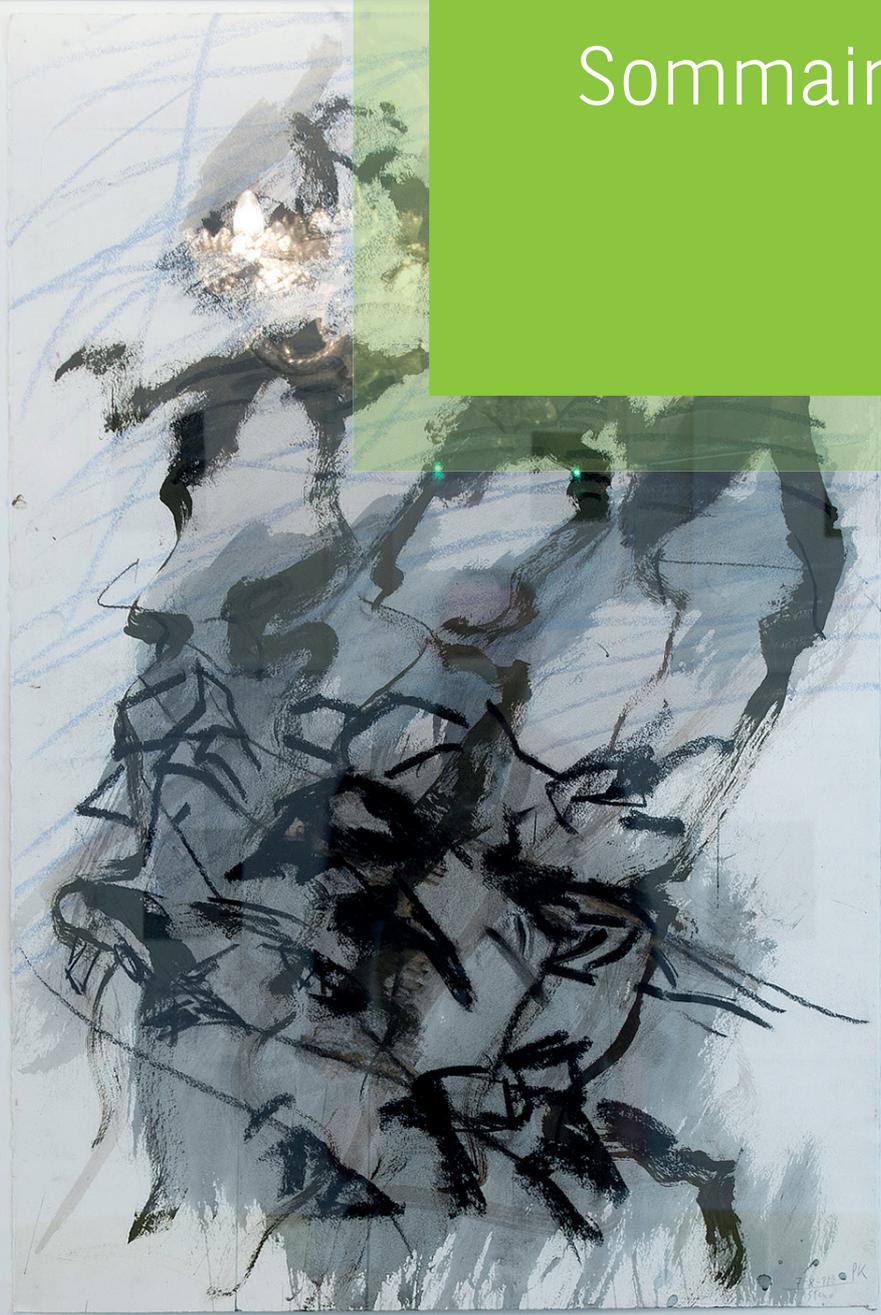
Dans l'ensemble, cette exposition, composée d'objets des années 80 et 90, a permis au public de découvrir des créations d'artistes comme Frank Stella, Roy Lichtenstein, Claude Viallat, Günther Förg, A.R. Penck, Fernand Roda, Imi Knoebel, Emil Schumacher, Jan Voss, Markus Lüpertz, Sam Francis ou encore Rosemarie Trockel et, par là même, un large éventail de mouvements artistiques comme le pop-art, la recherche récente de formes picturales ou encore de l'art conceptuel.

Les photos publiées dans ce Rapport annuel, présentent les oeuvres exposées dans le cadre de l'exposition OEUVRES CHOISIES.

RAPPORT ANNUEL 2013



Sommaire



Chiffres clés consolidés	07
BGL BNP Paribas et ses actionnaires	09
Le Groupe BNP Paribas au Luxembourg	10
Historique	13
Organes de la Banque	14
Déclaration du Conseil d'administration	19
Rapport de gestion du Conseil d'administration	21
- Préambule	20
- Rapport de gestion consolidé	22
- Rapport de gestion non consolidé	36
- Perspectives 2014	41
- Organes de Gouvernance	41
États financiers consolidés au 31 décembre 2013	44
- Rapport d'Audit	45
- Compte de résultat consolidé	46
- État du résultat net consolidé et des variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres consolidés	47
- Bilan consolidé	48
- Tableaux de passage des capitaux propres consolidés	49
- Tableau des flux de trésorerie consolidé	52
Notes annexes aux états financiers	54
Généralités	54
1. Résumé des principes comptables appliqués par le Groupe	54
2. Effet de l'application rétrospective de l'amendement à la norme IAS 19	75
3. Notes relatives au compte de résultat de l'exercice 2013	77
4. Informations sectorielles	83
5. Gestion des Risques et adéquation des fonds propres	86
6. Notes relatives au Bilan au 31 décembre 2013	125
7. Engagements de financement et de garantie	155
8. Rémunération et avantages consentis au personnel	157
9. Informations complémentaires	163
Comptes annuels non consolidés au 31 décembre 2013	174
- Bilan non consolidé	175
- Compte de profits et pertes non consolidé	177
Agences de la Banque	178
Filiales, participations, business centers et autres sociétés du Groupe actives au Luxembourg	180



Sam Francis (1923-1994) - Sans titre 1991 - Lithographie

Chiffres clés consolidés

En millions d'euros

Compte de résultat

	2013	2012
Produit net bancaire	1.400,3	1.123,4
Frais généraux	-721,0	-632,3
Coût du risque	-48,8	-60,6
Résultat net (part du Groupe)	336,9	266,4

Bilan

Total du Bilan	41.148,2	44.436,9
Prêts et créances sur la clientèle	25.869,9	27.292,9
Dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre	20.966,9	22.365,0
Fonds propres réglementaires	5.855,3	5.772,8
Actifs à risque pondérés	22.781,3	25.276,1

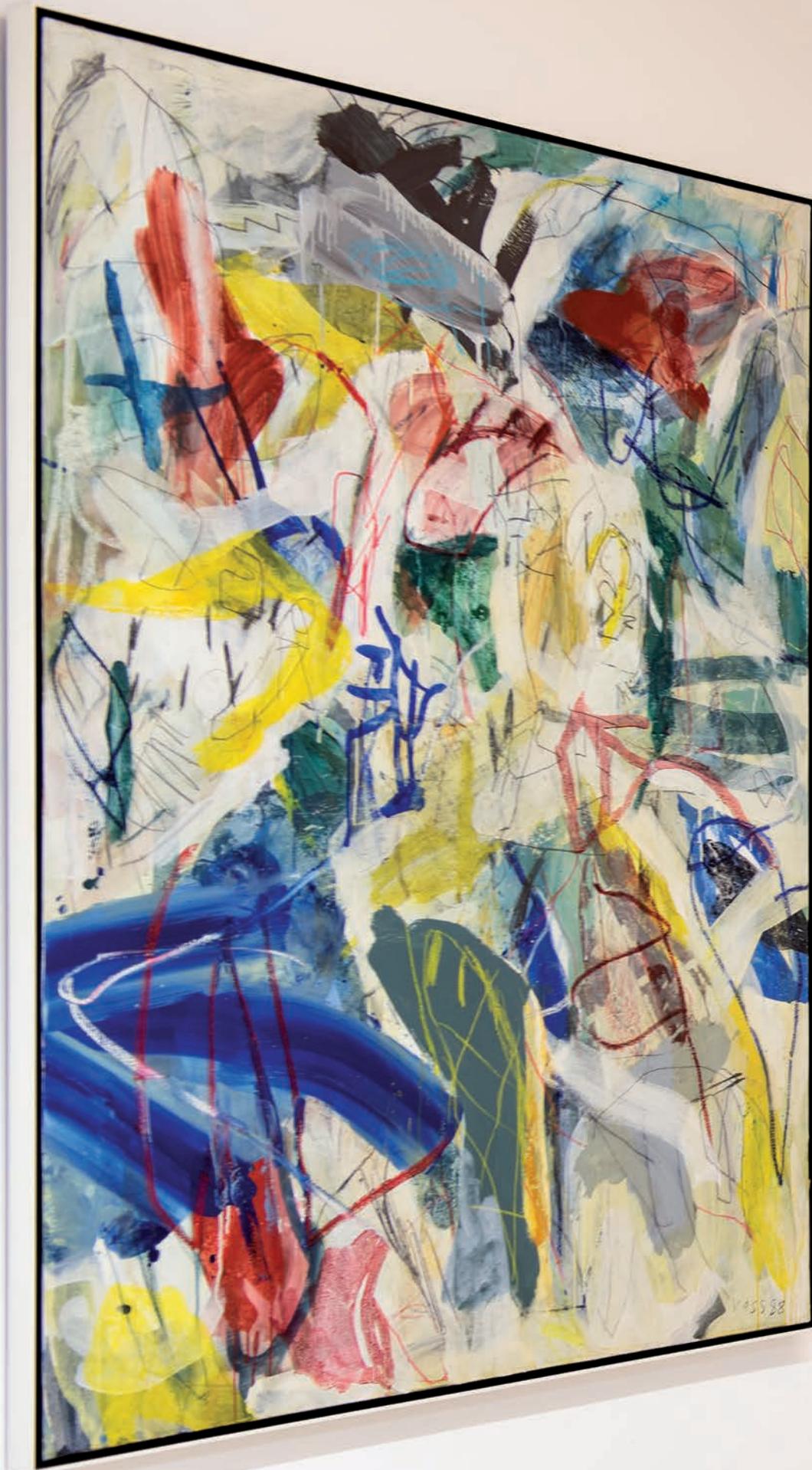
Coefficient de solvabilité

25,7%	22,8%
-------	-------

Ratings (mars 2014)

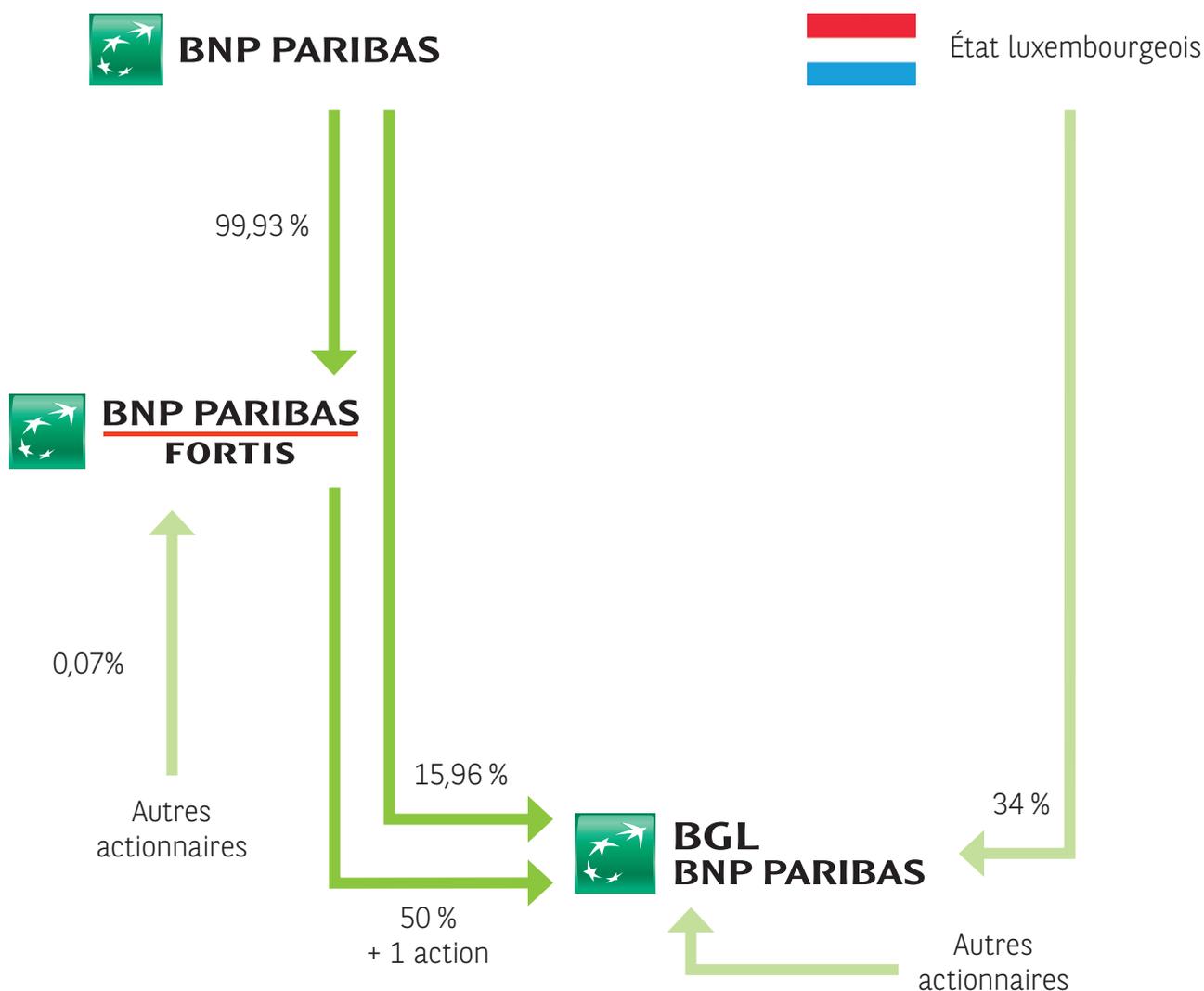
	Moody's	Standard & Poor's	Fitch
Court terme	P-1	A-1	F1
Long terme	A2	A+	A+

Les résultats 2012 ont été impactés par la prise de contrôle des entités de leasing du Groupe (changement de méthode de consolidation à partir du 31/03/2012) et par des éléments exceptionnels. Nous vous invitons à vous référer au rapport de gestion consolidé à partir de la page 22.



Jan Voss (*1936) - *Treibgut*, 1991 - Acrylique sur toile

BGL BNP Paribas et ses actionnaires



Le Groupe BNP Paribas au Luxembourg



Jan Voss (*1936) - *Borne*, 1991 - Sculpture en matériaux de pierres

Avec leurs 4.000 collaborateurs, les différentes entités et métiers du Groupe BNP Paribas au Luxembourg apportent une réponse aux besoins des particuliers et des entreprises, des investisseurs, ainsi que de la clientèle corporate et institutionnelle dans les trois domaines d'activités Retail Banking, Investment Solutions et Corporate and Investment Banking.

Retail Banking : une offre pour les particuliers et les entreprises

- Le métier **Banque de Détail et des Entreprises** de BGL BNP Paribas propose une large gamme de produits et services financiers, de la tenue du compte courant aux produits d'épargne ou de bancassurance, en passant par les services dédiés aux professionnels et aux entreprises (cash management notamment). Le réseau commercial compte 40 agences et 6 Centres de Banque Privée dédiés à la clientèle résidente fortunée, 78 distributeurs de billets et la NetAgence, une agence en ligne disposant d'une offre ciblée.
- Épargne et courtage en ligne :
BNP Paribas Personal Investors, un service de BGL BNP Paribas, spécialiste de l'épargne et du courtage en ligne, s'adresse à une clientèle internationale et résidente à la recherche d'un service haut de gamme. Avec la marque dédiée aux expatriés, The Bank For Expats®, Personal Investors renforce son positionnement de spécialiste bancaire de l'expatriation.
- Leasing :
BNP Paribas Leasing Solutions est le leader sur le marché local du leasing financier et offre des solutions attractives de financement d'équipements à la clientèle professionnelle.
Arval offre des services de leasing opérationnel exclusivement aux sociétés en mettant en œuvre des solutions qui simplifient et optimisent la gestion de la mobilité automobile de ses clients.
- Factoring :
BNP Paribas Factor offre des solutions de protection, de gestion et de préfinancement du poste clients des entreprises permettant à celles-ci d'obtenir un financement court terme alternatif et de se concentrer sur leurs activités.

Investment Solutions : une offre globale pour les investisseurs

- Dans le cadre du métier **Wealth Management**, BGL BNP Paribas propose des solutions de gestion patrimoniale et financière sur mesure, ainsi qu'un ensemble de services et de prestations haut de gamme : le conseil en investissements, la gestion discrétionnaire,

l'organisation et la planification du patrimoine, le financement, les services de banque au quotidien, ainsi que des expertises de diversification des actifs.

- Titres :
BNP Paribas Securities Services propose une expertise reconnue de longue date et un savoir-faire unique dans la gestion des fonds, les émissions obligataires internationales et leur ingénierie respective.
- Gestion d'actifs :
BNP Paribas Investment Partners offre une gamme complète de services de gestion financière aux clients institutionnels et aux distributeurs à travers le monde.
- Assurance :
Cardif Lux Vie propose une gamme de produits et services sur trois lignes d'activité complémentaires : le Wealth Management sur le marché international, l'assurance Retail (via le réseau d'agences de BGL BNP Paribas) et l'assurance Entreprises.
- Services immobiliers :
BNP Paribas Real Estate propose des solutions sur mesure grâce à une offre multi-expertise.
- Services fiduciaires :
FIDUPAR offre des services de domiciliation aux sociétés et des services d'administration centrale à des Fonds d'Investissement Spécialisés (FIS) et à des Sociétés d'Investissement en Capital à Risque (SICAR).

Corporate and Investment Banking : un dispositif performant pour la clientèle corporate et institutionnelle

Corporate & Investment Banking (CIB) propose aux clients corporate et institutionnels de BGL BNP Paribas un accès direct au portefeuille de produits CIB de BNP Paribas. CIB regroupe au Luxembourg les activités suivantes :

- Asset & Liability Management
- Fixed Income
- Structured Capital Markets
- Optimization & Structured Leasing
- Global Equity, Commodities and Derivatives
- Financial Institutions Group
- Treasury



Roy Lichtenstein (1923-1997) - *Liberté*, Du portfolio *Mémoire de la Liberté* 1991 - Sérigraphie

Historique de BGL BNP Paribas

- Fondée en 1919 sous le nom de Banque Générale du Luxembourg (BGL).
- Fondateurs: Société Générale de Belgique de concert avec un groupe d'investisseurs privés du Luxembourg et de Belgique.
- 1984: Les actions Banque Générale du Luxembourg sont cotées en Bourse.
- 1998: Le Groupe Fortis devient l'actionnaire de référence (53,2 %) de la Banque suite au lancement d'une Offre Publique d'Achat des actions de la Générale de Banque.
- 2000: La Banque Générale du Luxembourg et Fortis renforcent leur partenariat stratégique.
- 2005: La Banque Générale du Luxembourg change de nom et exerce ses activités sous le nom de Fortis Banque Luxembourg.
- 2008: L'État luxembourgeois entre dans l'actionnariat de la Banque à hauteur de 49,9 % qui opère sous le nom de BGL.
- 2009: Le Groupe BNP Paribas devient actionnaire majoritaire de BGL (65,96 %) au côté de l'État luxembourgeois qui reste un actionnaire significatif (34 %).
- 2009: BGL adopte le nom de BGL BNP Paribas.

Organes de la Banque



Georges Heinrich,
Président du Conseil d'administration

CONSEIL D'ADMINISTRATION

GEORGES HEINRICH

Directeur du Trésor,
Luxembourg
Président
(depuis le 11 janvier 2013)

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Membre du Comité exécutif
de BNP Paribas, Paris
Vice-président

S.A.R. LE PRINCE GUILLAUME DE LUXEMBOURG

Luxembourg
Administrateur

MARC ASSA

Économiste, Steinsel
Administrateur
(jusqu'au 31 décembre 2013)

JEAN-MARIE AZZOLIN

Représentant du personnel,
Bridel
Administrateur
(depuis le 6 janvier 2014)

GILBERT BEFFORT

Représentant du personnel,
Bofferdange
Administrateur
(jusqu'au 6 janvier 2014)

JEAN CLAMON

Membre du Comité exécutif
de BNP Paribas, Paris
Administrateur

JACQUES D'ESTAIS

Membre du Comité exécutif
de BNP Paribas, Paris
Administrateur

GABRIEL DI LETIZIA

Représentant du personnel,
Bergem
Administrateur

CAMILLE FOHL

Responsable de BNP Paribas
pour l'Allemagne, Frankfurt
Administrateur

GÉRARD GIL

Directeur financier adjoint, Paris
Administrateur

JEAN-CLAUDE GILBERTZ

Représentant du personnel, Olm
Administrateur

PIERRE GRAMEGNA

Juriste et économiste,
Esch/Alzette
Administrateur
(jusqu'au 3 décembre 2013)

CLAUDE HEIREND

Représentant du personnel,
Junglinster
Administrateur

MAXIME JADOT

Président du Comité de
direction de BNP Paribas
Fortis, Bruxelles
Administrateur

CARLO KRIER

Représentant du personnel,
Esch/Alzette
Administrateur

VINCENT LECOMTE

Responsable de BNP Paribas
Wealth Management, Paris
Administrateur

CORINNE LUDES

Représentant du personnel,
Dudelange
Administrateur

ERIC MARTIN

Président du Comité de direction,
Luxembourg
Administrateur
(jusqu'au 4 avril 2013)

THOMAS MENNICKEN

Membre du Comité de direction
de BNP Paribas Fortis, Bruxelles
Administrateur
(depuis le 4 avril 2013)

JEAN MEYER

Docteur en droit, avocat,
Oberanven
Administrateur

NORBERT ROOS

Représentant du personnel,
Rodange
Administrateur
(jusqu'au 6 janvier 2014)

JEAN-LOUIS SIWECK

Conseiller de Gouvernement
1^{re} classe, Luxembourg
Administrateur
(jusqu'au 31 octobre 2013)

DENISE STEINHÄUSER

Représentant du personnel,
Junglinster
Administrateur

TOM THEVES

Premier Conseiller de Gouvernement,
Luxembourg
Administrateur

CARLO THILL

Président du Comité de direction,
Leudelange
Administrateur

MICHEL WURTH

Économiste, Sandweiler
Administrateur

PRÉSIDENTS HONORAIRES

GEORGES ARENDT

Docteur en droit,
Luxembourg

MARCEL MART

Ancien Président de la Cour
des Comptes des Communautés
Européennes, Luxembourg

VICE-PRÉSIDENT HONORAIRE

XAVIER MALOU

Administrateur honoraire
de la Générale de Banque,
Bruxelles

BUREAU DU CONSEIL

GEORGES HEINRICH

Président du Conseil
d'administration
(depuis le 11 janvier 2013)
Président
(depuis le 11 janvier 2013)

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Vice-président du Conseil
d'administration
Membre

ERIC MARTIN

Président du Comité de direction
Membre (jusqu'au 30 avril 2013)

CARLO THILL

Président du Comité de direction
Membre

COMITÉ DU CONTRÔLE INTERNE ET DES RISQUES

JEAN CLAMON

Administrateur
Président

CAMILLE FOHL

Administrateur
Membre
(jusqu'au 4 avril 2013)

GÉRARD GIL

Administrateur
Membre

GEORGES HEINRICH

Président du Conseil
d'administration
(depuis le 11 janvier 2013)
Membre
(depuis le 11 janvier 2013)

THOMAS MENNICKEN

Administrateur
Membre
(depuis le 4 avril 2013)

JEAN MEYER

Administrateur
Membre

COMITÉ DE RÉMUNÉRATION ET DE NOMINATION

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Vice-président du Conseil
d'administration
Président

MARC ASSA

Administrateur
Membre
(jusqu'au 31 décembre 2013)

JEAN CLAMON

Administrateur
Membre

GEORGES HEINRICH

Président du Conseil d'administration
(depuis le 11 janvier 2013)
Membre
(depuis le 11 janvier 2013)

MICHEL WURTH

Administrateur
Membre
(depuis le 14 janvier 2014)

RÉVISEUR EXTERNE

PRICEWATERHOUSECOOPERS **Société coopérative**

Réviseurs d'entreprises

COMITÉ DE DIRECTION

ERIC MARTIN

Président
(jusqu'au 30 avril 2013)

CARLO THILL

Président

DOMINIQUE GOULEM

Marché des Capitaux, Corporate
and Investment Banking
Membre

LUC HENRARD

Risque
Membre

ANNE KAYSER

Compliance
Membre

MARC LENERT

ITP & Opérations
Membre

CARLO LESSEL

Finance
Membre

LAURE MORSY

Chief Operating Officer
Membre (depuis le 1^{er} juillet 2013)

HUBERT MUSSEAU

Wealth Management
Membre

KIK SCHNEIDER

Banque de Détail et des Entreprises
Membre

THIERRY SCHUMAN

Ressources Humaines
Membre



COMITÉ DE DIRECTION

De gauche à droite.

*Debout : Kik Schneider, Laure Morsy, Hubert Musseau, Carlo Thill, Luc Henrard, Thierry Schuman, Carlo Lessel.
Assis : Dominique Goulem, Marc Lenert, Anne Kayser.*

JEAN-LOUIS MARGUE

Secrétaire général

INSPECTION GÉNÉRALE

ERIC DORLENCOURT

(depuis le 1^{er} janvier 2014)

EMMA PERTAT

(jusqu'au 31 décembre 2013)

DIRECTION DES FILIALES

LUXEMBOURG

BNP PARIBAS LEASING SOLUTIONS

DIDIER CHAPPET

Administrateur Directeur Général

BNP PARIBAS LEASE GROUP LUXEMBOURG S.A.

ROBERT CHRISTOPHORY

Directeur Général

BGL BNP PARIBAS FACTOR S.A.

MARCEL HOH

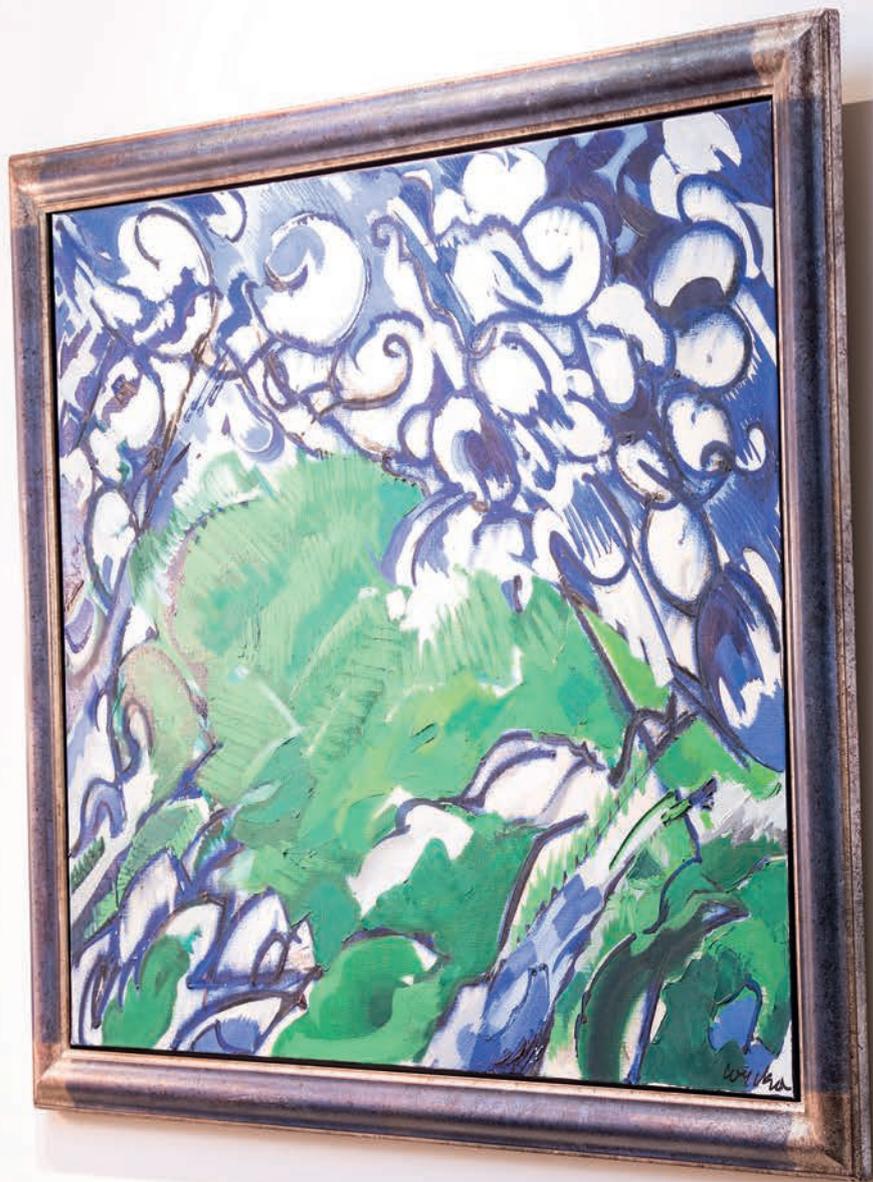
Directeur Général

FRANCE

SADE (SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXPANSION)

ANTOINE GILLIOT

Directeur



Maurice Wyckaert (1923-1996)
Le bleu mange tout, 1993
Huile sur toile

Le bleu mange tout est une œuvre abstraite de Maurice Wyckaert, réalisée en 1993. Elle est peinte à l'huile sur toile et se caractérise par une palette dominée par le bleu, le vert et le blanc. L'œuvre présente une composition dense et tourbillonnante, avec des formes organiques et fluides qui semblent se déformer et se mélanger. Le bleu occupe une grande partie de l'espace, contrastant avec des touches de vert vif et des zones blanches qui ajoutent de la luminosité et de la complexité à la palette. Le style de Wyckaert est reconnaissable par son utilisation de couleurs vives et sa manière de créer des formes qui évoluent et se transforment au fil du temps, reflétant une sensibilité à la lumière et à la matière.

Déclaration du Conseil d'administration

(dans le cadre de la loi « transparence » du 11 janvier 2008)

Le Conseil d'administration déclare que, à sa connaissance, les comptes consolidés établis conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne ainsi que les comptes annuels établis conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de BGL BNP Paribas S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation au

31 décembre 2013 et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de BGL BNP Paribas S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Luxembourg, le 13 mars 2014



Rapport de gestion du Conseil d'administration

Rosemarie Trockel (*1952) - *White Carrot*, 1991 - Porcelaine, photographie, 10 gravures

PRÉAMBULE

L'année 2013 était marquée par un retour de la confiance des investisseurs. Ainsi les marchés d'actions des pays avancés ont terminé l'année sur de très bonnes performances alors que le cours de l'or, valeur refuge traditionnelle, a fortement baissé sur la même période. Les investisseurs semblent également nettement moins inquiets des risques relatifs aux pays de la

périphérie sud de la zone euro, qui avaient encore largement dominé l'année 2012. Ce regain de confiance s'est accompagné d'une appréciation de l'euro contre la plupart des autres devises des pays du G10. Les pays émergents ont constitué une exception notable à cette appétence de risque retrouvée avec un retrait de capitaux important pendant l'été 2013.

Au niveau des mesures d'activité réelle, les signes sont également encourageants. En Europe, les indicateurs avancés basés sur des questionnaires ont pour la plupart surpris à la hausse depuis l'été dernier. Ils indiquent un regain de confiance assez net de la part des entreprises et des consommateurs. Ce regain de confiance s'est confirmé dans les chiffres de PIB du quatrième trimestre 2013 dont la croissance s'est établie à 0,3 % trimestre sur trimestre pour la zone euro. Cette croissance était surtout répartie de façon plus égale. Des pays comme le Portugal, l'Espagne et l'Italie affichent maintenant des taux de croissance positifs. Notre scénario central prévoit un retour vers une croissance supérieure à 1 % pour la zone euro en 2014. Aux États-Unis la reprise semble s'installer. Notre scénario central y prévoit une croissance de plus de 2 % en 2014, ce qui devrait continuer à avoir un effet d'entraînement positif sur l'Europe. Au Japon, la devise a connu une dévaluation très importante en 2013 sous l'effet de la politique anti-déflationniste très agressive pratiquée par le gouvernement Abe avec un effet immédiat positif sur les exportateurs et l'inflation.

L'année 2013 était également marquée par une remontée des taux longs, particulièrement aux États-Unis. La remontée initiale pendant l'été 2013 était due à l'annonce par la Réserve fédérale que ses gouverneurs étaient en train de considérer une réduction progressive de leur programme d'achats obligataires (tapering). Cette annonce a suffi à causer une remontée de près de 1 % du taux américain à dix ans en l'espace de quelques semaines, entraînant dans son sillage les taux allemand et français. La décision a finalement été prise en décembre 2013 d'entamer effectivement le tapering dès janvier 2014. En même temps que les taux longs sont remontés, les principales banques centrales se sont engagées à garder leurs taux directeurs à des niveaux très bas pour une période prolongée.

L'inflation a ralenti en 2013 pour de nombreux pays. Ce phénomène de désinflation était particulièrement prononcé en zone euro où l'inflation est tombée à un nouveau point bas de 0,7 % en octobre 2013. Notre prévision centrale prévoit une inflation inférieure à 1 % pour la zone euro en 2014. L'évolution de l'inflation sera l'un des principaux facteurs à surveiller en 2014, l'objectif de la Banque centrale européenne étant de maintenir l'inflation à un niveau inférieur à, mais proche de 2 % à moyen terme.

Après la décision en 2012 d'avoir un superviseur unique, des progrès importants ont été réalisés fin 2013 sur le deuxième pilier de l'union bancaire en zone euro, celui d'un mécanisme de résolution unique. La revue détaillée du bilan des banques (Asset Quality Review) en 2014 constitue une étape importante. Si le processus est jugé crédible, il pourrait contribuer de façon significative à la reprise du marché interbancaire et réduire la fragmentation du système bancaire européen.

Au Luxembourg, l'année 2013 a vu une reprise de la croissance au-delà des attentes : les dernières prévisions du Statec laissent en effet entrevoir une croissance autour de 2 % pour l'année 2013, bien supérieure à la moyenne de la zone euro. Le taux de chômage a néanmoins continué à augmenter pour atteindre un niveau record de 7,1 % en décembre 2013. En même temps, la création nette d'emplois reste positive. Finalement, le taux d'inflation pour l'année 2013 est de 1,7 %, en net recul par rapport à 2012 où il s'établissait à 2,7 %. Ce phénomène de désinflation est en ligne avec l'expérience de la zone euro dans son ensemble.

Globalement, le produit bancaire du secteur financier à Luxembourg est en progression de 6,1 % sur l'année selon les chiffres publiés par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Les revenus de commissions progressent de 6,8 % mais la grande majorité de la croissance du produit bancaire provient d'autres revenus nets de nature volatile. La marge d'intérêts quant à elle est en diminution de 9 % dans un environnement de taux d'intérêt qui restent très bas.

La Banque a complété sa gouvernance en 2013 suivant les exigences de la circulaire CSSF 12/552 qui requiert des établissements de crédit qu'ils disposent d'un solide dispositif de gouvernance interne, comprenant notamment une structure organisationnelle claire avec un partage des responsabilités qui soit bien défini, transparent et cohérent, des processus efficaces de détection, de gestion, de contrôle et de déclaration des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés, des mécanismes adéquats de contrôle interne, y compris des procédures administratives et comptables saines et des politiques et pratiques de rémunération permettant et promouvant une gestion saine et efficace des risques, ainsi que des mécanismes de contrôle et de sécurité de leurs systèmes informatiques.

En avril 2013, le Luxembourg a annoncé sa décision d'introduire, au 1^{er} janvier 2015 et sur base du champ d'application de la directive 2003/48/CE, l'échange automatique d'informations sur les paiements d'intérêts que des agents payeurs établis au Luxembourg effectuent en faveur de personnes physiques qui ont leur résidence dans un État membre de l'Union européenne autre que le Luxembourg.

La Banque, pour gérer cette problématique qui touche les métiers de la Banque de Détail et le Wealth Management, s'est organisée en mettant en place une structure dédiée qui a pour but de coordonner

les actions initiées par les différents métiers de la Banque et d'accompagner les clients concernés dans leurs démarches. Les impacts de la décision du Gouvernement restent toutefois encore à ce stade limités au 31 décembre 2013 sur le bilan et les performances du Groupe BGL BNP Paribas.

Enfin, dans le cadre du programme Simple & Efficient initié globalement par le Groupe BNP Paribas dans tous les pays, le Groupe BGL BNP Paribas a poursuivi en 2013 des projets d'investissements qui ont pour but de dégager des économies récurrentes afin de mieux faire face à ses défis futurs.

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

Résultats consolidés

Les résultats des exercices 2012 et 2013 ont été impactés par un changement de méthode de consolidation (en 2012) et par des éléments exceptionnels dans les deux années. La lecture des états financiers du Groupe BGL BNP Paribas doit être réalisée en tenant compte de ces facteurs.

Compte de résultat	Exercice 2013	Exercice 2012
<i>En millions d'euros</i>		
Produit net bancaire	1.400,3	1.123,4
Frais de gestion	(721,0)	(632,3)
Résultat brut d'exploitation	679,3	491,1
Coût du risque	(48,8)	(60,6)
Résultat d'exploitation	630,5	430,5
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	15,3	25,2
<i>dont : Leasing</i>	3,8	20,9
Autres éléments hors exploitation	2,6	3,3
Résultat avant impôts	648,4	459,0
Impôts sur les bénéfices	(188,2)	(116,3)
Résultat net des activités abandonnées	(4,2)	-
Résultat net	456,0	342,7
dont : Résultat part du Groupe	336,9	266,4

Changement de méthode de consolidation

La comparaison entre les exercices 2012 et 2013 est affectée par un changement de méthode de consolidation au niveau des activités de leasing. L'exercice 2012 avait été marqué par l'augmentation du taux de participation de BGL BNP Paribas S.A. dans la holding BNP Paribas Leasing Solutions S.A. qui détient l'essentiel des activités de leasing du Groupe BNP Paribas. Suite à cette opération, la prise en compte des résultats des activités de leasing dans les résultats consolidés a subi un changement de méthode de consolidation :

- Du 1^{er} janvier au 30 mars 2012, les résultats de ces activités sont comptabilisés en résultat des sociétés mises en équivalence selon un taux de détention de 33 % ;
- À partir du 31 mars 2012, l'activité de leasing contribue aux résultats consolidés de BGL BNP Paribas via une intégration globale. Des intérêts minoritaires sont calculés sur les résultats consolidés des entités de leasing selon un taux de détention pour BGL BNP Paribas de 50 % +1 action. Il en est dès lors de même pour les résultats de l'exercice 2013.

Éléments exceptionnels

Tant les résultats des exercices 2012 que 2013 ont été impactés par différents éléments exceptionnels.

En raison du ralentissement des activités de gestion d'actifs et de perspectives de développement en recul, la Banque a enregistré des corrections de valeur sur sa participation dans BNP Paribas Investment Partners (BNPP IP) de -50,5 millions d'euros en 2013 (contre -50,0 millions d'euros en 2012). Par ailleurs, suite à une cession d'actions, sa participation est passée de 5,11 % en 2012 à 4,96 % en 2013.

En 2012, la Banque a réduit son exposition aux dettes souveraines, ce qui a impacté négativement le résultat 2012 à hauteur de -56,0 millions d'euros au niveau du produit net bancaire et -2,6 millions d'euros au niveau du coût du risque.

La Banque a également subi l'impact de la réévaluation de sa dette propre qui a été fortement influencée en 2012 par le resserrement positif des spreads de crédit de BNP Paribas. Ce facteur a pénalisé le résultat 2012 à hauteur de -37,6 millions d'euros alors que cet impact se limite à -5,6 millions d'euros sur l'exercice 2013.

Dans le cadre des impacts sur le business model de la Banque de l'évolution de la réglementation et de l'annonce de l'échange automatique d'informations au 1^{er} janvier 2015, BGL BNP Paribas S.A. a mis en place un plan de départs anticipés à la retraite sur base volontaire. La communication de ce plan a justifié la comptabilisation d'une provision de 41,4 millions d'euros au niveau des frais de personnel dès 2013.

La restructuration des activités de leasing en 2012 a eu pour conséquence la vente des entités de leasing liées aux banques des marchés domestiques du Groupe BNP Paribas en France et en Belgique; la perte de cession associée à cette opération est de -8,2 millions d'euros en part du Groupe.

Compte de résultat pro forma

Afin de faciliter l'analyse des évolutions du compte de résultat, le tableau ci-après présente un comparatif pro forma incluant d'une part la contribution du leasing aux résultats de l'exercice 2012 en intégration globale à partir du 1^{er} janvier 2012 et corrigeant d'autre part les résultats des deux exercices des éléments exceptionnels décrits ci-dessus.

COMPTE DE RÉSULTAT AVEC INTÉGRATION GLOBALE DES ACTIVITÉS DE LEASING DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2012 ET HORS ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

En millions d'euros

	Exercice 2013	Exercice 2012
Produit net bancaire	1 457,9	1 437,2
Frais de gestion	(679,6)	(708,1)
Résultat brut d'exploitation	778,3	729,1
Coût du risque	(48,8)	(68,6)
Résultat d'exploitation	729,5	660,5
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	15,3	12,6
<i>dont : Leasing</i>	<i>3,8</i>	<i>8,3</i>
Autres éléments hors exploitation	2,6	3,3
Résultat avant impôts	747,4	676,4
Impôts sur les bénéfices	(217,5)	(180,4)
Résultat net des activités abandonnées	(4,2)	-
Résultat net	525,7	496,0
dont : Résultat part du Groupe	406,6	378,0

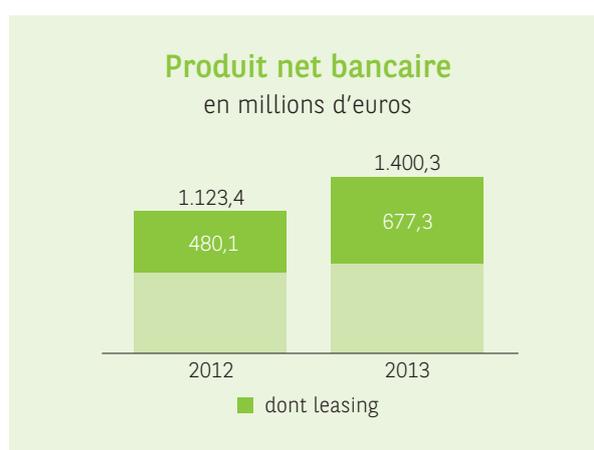
Après mise en intégration globale des activités de leasing au premier trimestre 2012 et hors éléments exceptionnels, le Produit net bancaire est en progression de 20,7 millions d'euros ou +1 % alors que les frais de gestion s'affichent en repli de 28,5 millions d'euros ou -4 %. Conjugués, ces deux éléments supportent le résultat net part du Groupe qui progresse de 28,6 millions d'euros ou +8 %.

Analyse du compte de résultat et du bilan

Le **Produit net bancaire** atteint **1.400,3 millions d'euros** au 31 décembre 2013 contre 1.123,4 millions d'euros pour l'exercice précédent, affichant une progression de 276,9 millions d'euros ou 25 % à mettre principalement au compte de l'intégration des revenus des activités de leasing.

La **Marge nette d'intérêts** s'établit à 1.129,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 1.030,2 millions d'euros au 31 décembre 2012, soit une progression de 99,2 millions d'euros ou 10 %. En tenant compte de l'apport des activités de leasing international dès le premier trimestre 2012 en intégration globale, le poste serait en recul de -50,0 millions d'euros ou -4 %.

Ce recul s'explique tout d'abord par la contribution négative d'opérations de structuration et de macrocouverture économique (impact à la baisse de -18,8 millions d'euros par rapport à l'exercice 2012), qui se



trouve compensée par une hausse d'un montant équivalent au niveau du poste des Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

Ce recul est également lié à des résultats de Trésorerie moindres découlant de conditions de marché

(en matière de primes de liquidités) moins favorables en 2013 qu'en 2012 (impact à la baisse de -21,3 millions d'euros ou -55 % par rapport à 2012).

Au niveau des activités commerciales, les résultats nets d'intérêts de la Banque de Détail et des Entreprises (BDEL) affichent une progression de +5,3 millions d'euros ou +2 % grâce à une croissance des encours, principalement au niveau de la Banque des Entreprises à Luxembourg. Les résultats de Wealth Management sont par contre en recul de -7,7 millions d'euros ou -12 %, essentiellement en raison d'une baisse des encours moyens et du taux de marge sur les dépôts.

Enfin, à périmètre constant la marge nette d'intérêt du leasing international est en baisse de -10,9 millions d'euros ou -2 %, imputable à la baisse de volume sur les activités non stratégiques gérées de manière extinctive. Il faut toutefois noter que cette baisse est modérée par l'amélioration du taux de marge sur la nouvelle production.

Les **Produits nets de commissions** passent de 199,0 millions d'euros en 2012 à 216,6 millions d'euros en 2013, en hausse de 17,6 millions d'euros ou 9 %. Cette progression est soutenue d'une part par la hausse de la contribution des activités du leasing international de 7,1 millions d'euros entre 2012 et 2013, et d'autre part par les commissions perçues sur les transactions sur les portefeuilles titres de la clientèle qui affichent une progression de +6,4 millions d'euros ou 15 %.

Les **Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat** s'établissent à 18,1 millions d'euros contre -35,4 millions d'euros en 2012, soit une variation de +53,5 millions d'euros. La nette amélioration des spreads de crédit du Groupe BNP Paribas sur l'exercice 2012 avait fortement pénalisé la réévaluation de la valeur des émissions propres de la Banque à hauteur de -37,6 millions d'euros alors que l'évolution plus modérée au cours de 2013 limite cet impact négatif à -5,6 millions d'euros. Enfin, l'activité Structured Capital Markets contribue à la progression de ces résultats pour +4,1 millions d'euros.

Les **Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente** affichent une perte de -50,3 millions d'euros en 2013 par rapport à -103,3 millions d'euros en 2012.

En 2012, la baisse de valeur des activités de gestion d'actifs du Groupe BNPP IP avait amené la Banque à enregistrer une correction de valeur de -50,0 millions d'euros sur sa participation. En 2013, la Banque a enregistré une dotation complémentaire de 50,5 millions d'euros sur cette participation. D'autre part, au cours du premier semestre 2012, la Banque avait cédé une partie de son portefeuille obligataire de dette souveraine portugaise, permettant de réduire son exposition de 260 millions d'euros. Les pertes réalisées sur ces ventes se sont élevées à -54,3 millions d'euros.

Le net des **Produits et charges des autres activités** s'élève à 86,5 millions d'euros contre 32,8 millions d'euros en 2012. Cette forte variation est liée d'une part à la consolidation par intégration globale des activités de leasing international à partir du 31 mars 2012 et d'autre part à l'enregistrement au premier semestre 2012 de 39,8 millions d'euros de corrections de valeur sur des immeubles de placement au sein de certaines activités de leasing en France gérées de manière extinctive.

Hors ces éléments exceptionnels, le Produit net bancaire est en 2013 en progression de 20,7 millions d'euros ou +1 %.

Au 31 décembre 2013, les **Frais de Gestion** s'élèvent à 721,0 millions d'euros par rapport à 632,3 millions d'euros au terme de l'exercice précédent.



Hors changement de méthode de consolidation, les *frais de personnel* s'élèvent à 478,7 millions d'euros, en hausse de 43,7 millions d'euros ou 10 %, essentiellement en raison des provisions liées au nouveau plan

de départs anticipés à la retraite sur base volontaire de 41,4 millions d'euros. Hors de cet élément exceptionnel, les frais de personnel restent stables.

Toujours hors changement de méthode de consolidation, les autres charges générales d'exploitation s'établissent à 212,7 millions d'euros, en baisse de 26,8 millions d'euros ou -11 %. Cette baisse s'explique par une diminution des coûts liés au programme de simplification du fonctionnement et d'amélioration opérationnelle (Simple & Efficient). Ces frais qui s'élevaient à -19,9 millions d'euros en 2012 alors qu'ils sont limités à -6,5 millions d'euros sur l'exercice 2013 ont permis au Groupe de réaliser des économies récurrentes de 16,0 millions d'euros sur l'exercice 2013.

Parallèlement, la diminution des frais est également imputable aux activités non stratégiques de leasing international gérées de manière extinctive.

Hors changement de méthode de consolidation et plan de départs anticipés à la retraite sur base volontaire, les frais de gestion sont en baisse de -4 %.

Le **Coût du risque** s'élève à **-48,8 millions d'euros** contre -60,6 millions d'euros en 2012. Les dotations aux corrections de valeur sont essentiellement localisées au niveau des activités de leasing (-46,4 millions d'euros contre -54,3 millions d'euros au 31 décembre 2012). Au niveau des activités bancaires, le coût du risque reste maîtrisé à -3,6 millions d'euros contre -6,3 millions d'euros au 31 décembre 2012.



Le **Résultat hors exploitation** s'établit à **17,9 millions d'euros** contre 28,5 millions d'euros pour l'exercice 2012. Ce résultat est essentiellement dû à la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence. Le leasing international voit sa contribution à ce poste diminuer de 17,1 millions d'euros, essentiellement en raison du changement de méthode de consolidation survenu au 30 mars 2012 (effet sur la variation de -12,6 millions d'euros) et de la baisse de résultat de certaines activités gérées de manière extinctive.

La contribution de l'assurance à Luxembourg (Cardif Lux Vie S.A.) dans laquelle la Banque détient 33 % affiche une belle progression (11,5 millions d'euros en 2013 contre 9,0 millions d'euros en 2012) grâce à des revenus en hausse de 17 % sous l'effet conjugué de l'accroissement des encours, d'une hausse des pénalités sur rachats de polices et d'une meilleure sinistralité.

Finalement, après déduction des résultats appartenant aux minoritaires détenteurs de 50 % - 1 action des activités de leasing international, le **Résultat net part du groupe** pour l'exercice 2013 présente un bénéfice net de 336,9 millions d'euros par rapport à un bénéfice net de 266,4 millions d'euros pour 2012, soit une hausse de +70,5 millions d'euros ou +26 %.

Hors changement de méthode de consolidation et éléments exceptionnels préalablement cités, le résultat net part du groupe s'élève à **406,6 millions d'euros**, en hausse de +28,6 millions d'euros ou +8 %.

Bilan

Au 31 décembre 2013, le total du bilan s'élève à 41,1 milliards d'euros contre 44,4 milliards d'euros au 31 décembre 2012.

Au niveau de l'**actif**, le poste **Caisse, Banques centrales, CCP** passe de 1,3 milliard d'euros au 31 décembre 2012 à 0,3 milliard d'euros au 31 décembre 2013. Cette baisse est due principalement à la diminution de 0,7 milliard d'euros des dépôts auprès de la Banque centrale de Luxembourg au 31 décembre 2013 suite à un moindre recours à des placements dans le cadre du programme de stérilisation des liquidités initié par la Banque centrale européenne.

Le poste **Actifs financiers disponibles à la vente** passe de 3,2 milliards d'euros au 31 décembre 2012 à 3,3 milliards d'euros au 31 décembre 2013. La légère variation est liée essentiellement à l'augmentation du portefeuille d'obligations bancaires de la zone euro.

Les **Prêts et créances sur les établissements de crédit** s'affichent en baisse de -0,6 milliard d'euros ou -7 % pour s'établir à 8,4 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Cette évolution est le résultat de la baisse des encours de la Banque envers des sociétés du Groupe BNP Paribas.

Les **Prêts et créances sur la clientèle** passent de 27,3 milliards d'euros au 31 décembre 2012 à 25,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit une diminution de 1,4 milliard d'euros ou -5 %. Ce recul est essentiellement lié à la baisse des encours sur certaines activités de leasing gérées de manière extinctive en ligne avec le plan d'adaptation du portefeuille non stratégique. Au niveau des activités bancaires, les prêts et créances sur la clientèle sont stables, en léger recul de -0,1 milliard d'euros notamment en raison de la dernière phase de transfert des crédits accordés aux grandes entreprises allemandes vers BNPP en Allemagne. Au niveau de la Banque de Détail et des Entreprises à Luxembourg, les encours moyens progressent de 2 % soutenus par la croissance constatée sur les prêts immobiliers de +9 %.



Le poste **Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance** est en recul de -139 millions d'euros ou -27 % passant de 509 millions d'euros au 31 décembre 2012 à 370 millions d'euros au 31 décembre 2013, suite à la

décision de ne pas réinvestir totalement en obligations à détenir jusqu'à l'échéance la trésorerie obtenue lors des remboursements de positions arrivées à maturité.

Au niveau du **passif**, le poste **Instruments financiers en juste valeur par résultat** est en baisse de -0,3 milliard d'euros ou -28 %, passant de 1,2 milliard d'euros au 31 décembre 2012 à 0,9 milliard d'euros au 31 décembre 2013. Ce recul est principalement dû à la baisse des émissions du programme EMTN.

Les **Dettes envers les établissements de crédit** sont en baisse de -16 %, passant de 12,1 milliards d'euros au 31 décembre 2012 à 10,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Ce recul est à mettre au compte du moindre besoin de financement du leasing suite à la baisse des encours des activités non stratégiques gérées de manière extinctive.

Le poste des **Dettes envers la clientèle**, passant de 19,7 milliards d'euros au 31 décembre 2012 à 19,4 milliards d'euros au 31 décembre 2013 soit un recul de -2 %, résiste bien au départ de clients non-résidents suite à l'annonce du changement de réglementation en matière d'échange automatique d'informations à partir du 1^{er} janvier 2015. Au niveau de la Banque des Entreprises à Luxembourg, les dépôts sont en augmentation (+9 %), soutenus par une bonne collecte tant sur la clientèle des entreprises que des institutionnels.



Le Wealth Management voit ses dépôts diminuer légèrement (-3 %). Cette baisse reste limitée en raison notamment d'un report sur les dépôts du produit de ventes de portefeuilles titres de la clientèle.

Les **Dettes représentées par un titre** passent de 2,6 milliards d'euros au 31 décembre 2012 à 1,5 milliard d'euros au 31 décembre 2013, soit une diminution de 1,1 milliard d'euros ou -42 %. Cette baisse est essentiellement le résultat de la diminution des encours de papier à court terme (European Commercial Paper) pour -0,7 milliard d'euros due aux conditions de marché actuelles, et notamment en raison des taux extrêmement bas qui ont décidé les investisseurs à se tourner vers d'autres produits offrant un rendement supérieur.

Fonds propres

Les capitaux propres comptables totaux s'établissent à 7,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013 dont 5,7 milliards d'euros représentent la part du Groupe.

Les fonds propres réglementaires hors résultat de l'année courante progressent de 5,8 milliards d'euros à 5,9 milliards d'euros.

Le **Ratio de solvabilité** s'établit à 25,7 % au 31 décembre 2013 contre 22,8 % au 31 décembre 2012 (hors résultat de l'année courante).

La gestion des risques au sein de la Banque

La politique de la Banque en matière de gestion des risques est plus amplement décrite dans la Note 5 des comptes consolidés au 31 décembre 2013.

Cette politique vise à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux critères exigés en matière de gouvernance. En plus des fonctions centrales de gestion des risques de la Banque, responsables de coordonner le suivi des risques, chaque métier est doté d'une fonction de Contrôle permanent dédiée à son activité particulière et qui assume la responsabilité primaire pour les risques qui sont pris dans le cadre des activités du métier.

Au niveau central, les risques sont suivis et gérés par des comités spécifiques, qui se réunissent à intervalles réguliers. Les risques de crédit sont suivis par le Comité Central des Crédits (hebdomadaire), les risques

de marché et les risques de liquidité sont suivis par le Comité Asset & Liability Committee (bimestriel) et les risques opérationnels sont suivis par la Plateforme de Coordination du Contrôle Interne (bimestriel) et par le Comité de Contrôle Permanent (semestriel).

La Banque a ainsi mis en place des approches de gestion des risques solides, conformes aux prescriptions des régulateurs.

Les activités de la Banque

Banque de Détail et des Entreprises (BDEL)

En 2013, BGL BNP Paribas réaffirme sa position de deuxième banque du Grand-Duché de Luxembourg pour les particuliers résidents avec 223.000 clients (16 %¹⁾ de part de marché déclarative). Elle est la première banque auprès des entreprises avec près de 35.000 clients (35 %²⁾ de part de marché déclarative).

La Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg propose une large gamme de produits et services financiers à ses clients particuliers, professionnels et entreprises à travers son réseau de 40 agences et ses services ou départements dédiés aux entreprises. La Banque des Entreprises compte 4.100 clients entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 7,5 millions d'euros et englobe les activités de Commercial Banking, de Corporate Banking, de Real Estate Financing et de Secteur Public, ainsi que le centre d'affaires Trèves-Sarrebruck.

La Banque Privée domestique, qui constitue le troisième pilier de BDEL, a connu en 2013 sa première année d'exercice dans sa configuration cible. Le modèle de banque privée adossée au réseau des agences a parfaitement fonctionné tant sur le plan de l'upstreaming³⁾ que de la captation de new-cash. Fort de ses 6 Centres de Banque Privée répartis sur le territoire et de la qualité de l'offre locale de Wealth Management, la Banque Privée domestique propose une offre totalement adaptée à une clientèle fortunée résidente par une prise en charge globale de leurs besoins patrimoniaux.

¹⁾ Enquête ILRES octobre 2012

²⁾ Enquête ILRES octobre 2012

³⁾ Upstreaming : passage des clients des agences vers les centres banque privée

La Banque de Détail a résolument mis en œuvre son programme A³ qui, par ses trois aspects - Attention, Activation, Acquisition de clients - constitue une approche proactive de la relation avec le client.

La Banque a poursuivi son projet de modernisation du réseau des agences tout au long de l'année 2013. Ainsi, les agences de Kayl et Mondorf-les-Bains ont déménagé vers des locaux entièrement rénovés. Les agences Esch-Centre, Esch-Benelux et Merl-Belair ont, quant à elles, bénéficié d'une rénovation de leurs guichets. À noter également l'ouverture de deux nouvelles agences alliant proximité et nouvelles technologies qui se situent dans des zones urbaines à haut potentiel: Esch-Belval et Jardins de Luxembourg à Merl. En parallèle, la Banque a poursuivi le renforcement de son parc de distributeurs automatiques de billets qui continue à évoluer vers une plus grande interactivité et vers une intégration complète dans le modèle multicanal existant. Ces investissements permettent à la Banque de continuer à remplir sa principale mission: proposer un service de proximité et de qualité à la clientèle.

NetAgence

La Banque a lancé en 2013 la *NetAgence*, qui apporte une première réponse à tous les clients en quête de solutions mobiles et immédiates, leur permettant de contacter la *NetAgence* par téléphone ou internet à des horaires élargis. Par ailleurs, les clients disposent dorénavant de la possibilité d'ouvrir un compte à distance et ils peuvent bénéficier de *l'e-ssentiel*, une offre de banque au quotidien dédiée et gratuite. La *NetAgence* est donc un réel partenaire pour les équipes commerciales du réseau des agences, puisqu'elle offre à la clientèle l'opportunité d'effectuer un grand nombre d'opérations courantes sans devoir se déplacer en agence.

Au niveau de l'activité de Bancassurance, signalons un élargissement de la gamme de produits offerts grâce au déploiement d'une offre de Multirisque Habitation *AxiHome* et d'*Optilife*, une offre d'assurance dédiée aux particuliers résidant au Luxembourg.

L'offre *BNP Paribas Priority*, destinée aux clients résidents et frontaliers en phase de constitution de patrimoine, a évolué et permet à chaque membre d'avoir accès à des services étendus et exclusifs. Dans ce contexte, chaque client est accompagné par un conseiller expérimenté, bénéficie d'un diagnostic complet de sa situation personnelle et de ses besoins, des conseils personnalisés et proactifs ainsi que d'une accessibilité élargie. Avec l'offre *BNP Paribas Priority*, la Banque vise un renforcement de la satisfaction et la fidélisation de chaque client par une connaissance approfondie de ses besoins.

L'offre transfrontalière s'est complétée, puisqu'à côté de l'offre en collaboration avec BNP Paribas en France, la Banque a initié en février 2013 une offre conjointe avec BNP Paribas Fortis en Belgique. La coopération entre les différents pays a pour vocation d'accompagner la clientèle frontalière de chaque côté de la frontière et de faciliter ainsi la gestion courante de leurs opérations bancaires.

Au niveau de la Banque des Entreprises (BEL), le nombre de clients a augmenté de 5% sur un an et ce notamment grâce au projet *One Bank for Corporates*, qui s'inscrit dans une stratégie de développement mondiale du Groupe BNP Paribas, et grâce à la stratégie poursuivie par la Banque en Grande Région.

Les dépôts stables ont connu une croissance très importante en 2013 grâce à une collecte intensive de dépôts auprès de la clientèle et au développement de nouveaux produits. Ainsi la stratégie poursuivie par la Banque dans le cadre de l'activité de *Cash Management*, ainsi que les produits *Connexis*, *Cash-Concentration* et *Notional Pooling*, ont permis une augmentation importante des flux en 2013.

À noter également une croissance des crédits accordés et un coût du risque très faible.

Cette croissance à tous les niveaux a été renforcée par le fort développement des activités de *Global Trade Services*, *Escrow Services*, *Leasing et Factoring*, ainsi

que par le développement de nouveaux produits dans chacune de ces activités.

Au niveau de l'activité *Corporate*, la présence du Groupe BNP Paribas à travers le monde constitue un atout de taille et la Banque fait bénéficier ses clients de ce savoir-faire international.

BNP Paribas Personal Investors

BNP Paribas Personal Investors, un service de BGL BNP Paribas, spécialiste de l'épargne et du courtage en ligne, s'adresse à une clientèle internationale et résidente fortunée à la recherche d'un service d'exécution et de conseil en placements par Internet, téléphone ou en face-à-face.

En 2013, BNP Paribas Personal Investors a poursuivi le développement de la clientèle expatriée, à travers l'offre *The Bank For Expats®* et l'utilisation notamment du label Banque, Patrimoine et Compte d'expatriés obtenu en 2011 auprès du Cercle Magellan (réseau professionnel de rencontre, d'échange et d'informations s'adressant aux responsables des ressources humaines internationales). Plusieurs campagnes ciblées à destination des expatriés ont également été réalisées, appuyées par la refonte du site www.thebankforexpats.com qui a été optimisé notamment pour les tablettes numériques. *The Bank For Expats®* a ainsi consolidé le positionnement de la Banque en tant que spécialiste bancaire de référence pour les particuliers expatriés ou candidats à l'expatriation, en leur offrant un accompagnement personnalisé.

Par ailleurs, BNP Paribas Personal Investors a renforcé son positionnement de spécialiste de la Bourse au Luxembourg, en augmentant la mise à disposition de ses capacités d'exécution et de conseil sur les marchés financiers au service des clients particuliers du réseau des agences de la Banque. Les offres *Global Invest Action* et *Global Invest Action Start* à destination des investisseurs font ainsi désormais partie intégrante de l'offre de la Banque de Détail.

L'exercice 2013 a également été marqué par le lancement en fin d'année de nouvelles fonctionnalités sur le site Internet www.bnpparibas-personalinvestors.lu, telle la dématérialisation des avis et extraits, permettant ainsi aux clients une consultation en ligne de ces documents.

Ces différentes actions se sont traduites par une nouvelle progression de l'activité de BNP Paribas Personal Investors en 2013, tant en termes d'acquisition de nouveaux clients que de collecte nette.

Wealth Management

Dans le cadre du métier Wealth Management, la Banque propose des solutions de gestion patrimoniale et financière sur mesure, ainsi qu'un ensemble de services et de prestations haut de gamme destinés à une clientèle banque privée résidente et internationale.

Afin de s'adapter à un environnement réglementaire et financier en pleine mutation, la Banque a poursuivi la transformation de l'organisation du métier Wealth Management avec notamment la création de trois pôles commerciaux reflétant chacun des enjeux stratégiques spécifiques: Marchés Européens Matures, Marchés Émergents et Professional Banking.

Dans l'optique de permettre aux équipes commerciales du métier Wealth Management de proposer un niveau de service toujours plus performant, la Banque a dispensé un programme de formation dédié à une approche globale du patrimoine.

À noter l'excellente performance réalisée dans le segment de la clientèle *Ultra High Net Worth Individuals* (clients dont le patrimoine dépasse 25 millions d'euros) qui totalise plus de 362 millions d'euros en apports nets réalisés au courant de l'année 2013. En parallèle, les diverses opérations - de crédit notamment (+23 % d'encours crédits) - réalisées illustrent la capacité de la Banque à développer davantage le segment de la clientèle *Ultra High Net Worth Individuals*.

Dans le domaine de l'offre financière, signalons de bonnes performances de gestion dans un contexte de reprise économique mondiale restant incertaine.

Afin de répondre à l'intérêt croissant de la clientèle privée pour les solutions digitales, les équipes du métier Wealth Management ont poursuivi le développement de solutions facilitant le contact à distance entre le client et la Banque. Ainsi, dans le prolongement du service *eConnect*, dédié à la clientèle privée, une nouvelle application pour tablettes permet désormais aux clients de consulter leur portefeuille, les performances de gestion, ainsi qu'un historique des opérations. Par ailleurs, de nouvelles fonctionnalités ont été apportées au service *eConnect*, telle que la fonction *eDocuments*, qui permet une consultation sous format électronique des différents documents émis par la Banque (extraits de compte, rapport de gestion, etc.).

À noter aussi, dans un souci d'augmentation des interactions entre le client et son conseiller et dans une optique de gestion de la relation avec les clients axée sur la création de liens à long terme, le déploiement d'un nouvel outil de CRM (Customer Relation Management).

Corporate and Investment Banking / Treasury

Corporate and Investment Banking propose à l'ensemble des clients de la Banque des produits et services liés aux marchés des actions, aux marchés monétaires et obligataires ou de financements structurés. Que ce soit dans une optique de couverture des risques de taux, de change, de crédit ou de liquidité ou dans une optique de financement ou d'investissement, la relation se réalise en direct entre les différents départements faisant partie du métier Corporate and Investment Banking, d'un côté, et, de l'autre côté, les banques, les grands corporates et les clients institutionnels. En ce qui concerne les clients particuliers et la clientèle des petites et moyennes entreprises, elle se réalise via le biais des chargés de relation.

Sur les marchés, l'année a été marquée par la volonté forte des banques centrales de garder les taux courts à des niveaux très bas afin de générer de la croissance de façon pérenne. Cela a fortement favorisé la prise de risque parmi les investisseurs qui se sont intéressés principalement aux actions et aux obligations à haut rendement. Du côté des taux longs, des tensions sont apparues lorsque la Réserve Fédérale américaine a annoncé son intention de réduire progressivement les injections de liquidités par des achats de titres du

Trésor et de titres garantis émis pour le financement du secteur immobilier.

Dans le domaine de la réglementation, les efforts de la Banque ont porté principalement sur la mise en conformité avec les dispositions prévues par la réglementation européenne des infrastructures des marchés EMIR (European Market Infrastructure Regulation). De même, la Banque s'est attachée à ajuster ses procédures en vue de les rendre conformes aux évolutions de la réglementation sur la liquidité (LCR, BALE III).

L'activité *Trésorerie* a contribué positivement au résultat de la Banque malgré la décroissance continue des primes de liquidité par rapport à 2012 et malgré les contraintes réglementaires qui limitent fortement les stratégies de transformation. L'activité *Trésorerie* a ainsi assuré sa mission de gestion de la liquidité jusqu'à un an pour toutes les devises dans lesquelles la Banque a été sollicitée par les clients.

Relevons aussi que les équipes de *Négoce de produits de change et de produits obligataires*, qui ont recours aux systèmes du Groupe BNP Paribas afin de faciliter la centralisation des risques, ont permis à la Banque de réaliser des performances très solides dans ce domaine.

À noter que le résultat de change a connu une évolution très positive, sous l'influence notamment d'une demande de couverture croissante de la part de la clientèle des entreprises et d'un élargissement de l'éventail des devises traitées. Remarquons dans ce contexte le souhait de la clientèle de recourir plus activement aux devises de pays émergents via un recours aux *Non-Deliverable Forwards* (NDF).

Au niveau de l'activité *Ventes Fixed Income*, les desks sont spécialisés par produits et par type de clientèle.

En 2013, grâce à la coopération accrue avec les chargés de clientèle de la Banque des Entreprises, les équipes de *Corporate Sales* ont réalisé d'excellentes performances, permettant à la clientèle de la Banque des Entreprises de trouver une réponse à ses besoins en termes de produits de change et de taux, classiques ou structurés.

Au niveau du département *Structured Capital Market*, l'année a été marquée par l'acquisition de nouveaux

clients, ainsi que par le renouvellement de financements accordés à des clients stratégiques de la Banque.

Le département *Optimization & Structured Leasing* a poursuivi la structuration et la mise en place de solutions de financement optimisées pour un nombre croissant d'entreprises luxembourgeoises et internationales en étroite collaboration avec les équipes de la Banque des Entreprises, tout en diversifiant son portefeuille de produits et en élargissant ses partenariats avec les banques de la place.

Au niveau du département *Global Equities and Commodity Derivatives*, l'activité *Equity Finance/ Equity Trading* a consolidé ses accès à la liquidité des marchés avec le développement d'un nouvel outil de financement – le repo multicollatéral. Cela a permis à l'activité de poursuivre son développement tout en réduisant au maximum son impact sur les ratios de liquidité.

En partenariat avec l'ensemble des entités et départements du Groupe BNP Paribas, le département *Financial Institutions Group* a contribué à la mise en place de solutions sur mesure, adaptées aux besoins spécifiques des grands clients institutionnels.

Ainsi, le département *Financial Institutions Group*, en étroite collaboration avec les équipes de l'activité *Fixed Income* et de BNP Paribas Securities Services (Succursale luxembourgeoise de BNP Paribas Securities Services S.C.A.), a contribué à la mise en place et à la promotion d'une offre de services répondant aux exigences du règlement européen EMIR.

Une démarche similaire a été lancée en collaboration avec BNP Paribas Investment Partners et BNP Paribas Securities Services afin de proposer des solutions sur mesure aux compagnies d'assurance dans le cadre de la réglementation européenne Solvency II.

BNP Paribas Leasing Solutions

Dans le cadre d'une étroite collaboration avec la Banque, les différentes entités de leasing du Groupe BNP Paribas, proposent sous l'enseigne BNP Paribas Leasing Solutions aux entreprises et aux professionnels via plusieurs canaux – ventes directes, prescriptions, partenariats et réseaux bancaires – une gamme de solutions locatives allant du financement d'équipements à l'externalisation de parcs.

Pour offrir un service de qualité optimale à ses clients, BNP Paribas Leasing Solutions a adopté une organisation spécialisée par marché, avec des équipes commerciales dédiées :

- *Equipment & Logistics Solutions* pour les équipements professionnels roulants : machines agricoles, engins de bâtiment et travaux publics et de maintenance, véhicules utilitaires et industriels ;
- *Technology Solutions* pour les actifs bureautiques, informatiques et de télécommunication ;
- *Bank Leasing Services* pour l'offre de produits et services de leasing aux clients des réseaux bancaires du Groupe BNP Paribas.

Pour la 4^e année consécutive, BNP Paribas Leasing Solutions est le leader européen du financement de biens d'équipement en termes de nouveaux contrats (source : classement Leaseurope 2012, en cumul avec Arval, publié en août 2013) et confirme sa contribution au financement de l'économie réelle.

BNP Paribas Leasing Solutions confirme son ambition d'accompagner ses partenaires multinationaux en Chine et vient ainsi renforcer l'offre de BNP Paribas, au travers de son investissement dans Jiangsu Financial Leasing, l'un des 20 établissements spécialisés régulés par la Banque Centrale Chinoise.

Cet investissement permettra d'étendre la couverture géographique de BNP Paribas Leasing Solutions.

Fortement implantée en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie et au Royaume-Uni, BNP Paribas Leasing Solutions est également active dans des pays

à fort potentiel tels que par exemple la Turquie. Enfin, elle propose des solutions de financement d'équipements au travers des entités de BNP Paribas en Algérie, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Maroc, en Tunisie et aux États-Unis.

Leasing International

Sur l'ensemble de l'année 2013, les encours des activités de Leasing International sont en recul de l'ordre de -7 % par rapport à l'année précédente. La baisse des volumes des activités gérées de manière extinctives en ligne avec le plan d'adaptation du portefeuille non stratégique est amoindrie par la bonne tenue des activités Technology Solutions et Equipment & Logistic Solutions qui voient leurs volumes dépasser les objectifs.

La solidité des taux de marges liée à une politique sélective en termes de rentabilité contribue, à méthode de consolidation constante, à limiter le recul des résultats d'intérêts qui se replie de -10,9 millions d'euros ou -2 %.

L'évolution des autres revenus permet au Produit net bancaire des activités de Leasing International, à méthode de consolidation constante, de progresser de +27,5 millions d'euros ou 4 %.

Toujours à méthode de consolidation constante, les Frais de gestion sont sous contrôle en affichant un recul de -21,5 millions d'euros ou -7 % permettant d'atteindre un coefficient d'exploitation favorable à 42,9 %.

Le Coût du risque est maîtrisé.

Le métier Leasing International enregistre, à méthode de consolidation constante, une contribution au Résultat net part de Groupe qui progresse de 15,9 millions d'euros ou +20 %.

Ressources Humaines

Suite aux annonces faites par le gouvernement luxembourgeois en avril 2013 relatives à l'introduction de l'échange automatique d'informations à partir de 2015, les conseillers commerciaux de la Banque ont dû faire face avec tact et discernement aux très nombreuses questions et interrogations que se posent nombre de clients non-résidents. Ce surcroît de travail a été absorbé grâce à un engagement exemplaire des collaborateurs – tant dans l'activité commerciale que dans les fonctions de support – et le Conseil d'administration tient à les remercier chaleureusement de leur engagement tout au long de l'exercice sous revue. Ces efforts sont d'autant plus remarquables que depuis des années, l'avalanche de nouvelles réglementations et le climat économique difficile mettent à l'épreuve la capacité d'absorption et la résistance de l'ensemble des collaborateurs de la Banque.

Relevons qu'en dépit de ces circonstances peu favorables, les scores de l'enquête de satisfaction *Global People Survey*, réalisée annuellement auprès de l'ensemble des collaborateurs, sont en évolution positive constante. Les nombreuses actions de communication et d'implication des collaborateurs dans la définition et dans l'aménagement de leur espace et organisation de travail portent leurs fruits.

Le marché du travail demeurant exceptionnellement calme, le turnover net de 2013 s'établit à un niveau historiquement bas. Ce recul de mobilité externe est toutefois compensé par une politique de mobilité interne, permettant aux collaborateurs d'évoluer et de développer leurs compétences par des changements d'affectation.

Restant fidèle à une longue tradition, la Banque a abordé les chantiers sociaux – notamment dans le cadre de l'établissement du plan stratégique 2016 – en pleine transparence avec les partenaires sociaux, afin de rechercher ensemble des solutions et réponses aux différentes questions sociales qui se présentent dans un monde bancaire caractérisé par des mutations profondes.

Le Conseil d'administration tient à souligner la qualité de la collaboration avec l'ensemble des partenaires sociaux. Il les remercie pour leur coopération responsable et constructive et pour leur contribution importante au bien-être des collaborateurs de la Banque au quotidien.

Situation des effectifs au sein de BGL BNP Paribas

Au 31 décembre 2013, l'effectif total de la Banque à Luxembourg comptait 2.670 personnes, dont 1.395 hommes (52,25 %) et 1.275 femmes (47,75 %). En 2013, la Banque a recruté 116 nouveaux collaborateurs (86 contrats à durée déterminée et 30 contrats à durée indéterminée).

Le pourcentage de collaborateurs travaillant à temps partiel est passé de 22,44 % (soit 595 personnes) en 2012 à 23,18 % (soit 619 personnes) fin 2013.

27 nationalités sont représentées au sein de la Banque, avec la répartition suivante :

Luxembourgeoise	39,40 %
Française	30,86 %
Belge	18,58 %
Autres pays UE	10,90 %
Pays hors UE	0,26 %

Responsabilité Sociale & Relations Extérieures

Entreprise citoyenne, BGL BNP Paribas est active depuis de longues années dans différents domaines du mécénat relevant des milieux sportifs, artistiques et culturels du Luxembourg. BGL BNP Paribas est en effet depuis de longues années un des sponsors principaux du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL).

Chaque année la Banque participe activement aux grands événements organisés par le COSL en promouvant l'action sportive auprès du grand public, comme p.ex. le *Spillfest*, l'*Olympiadag*, etc.

À noter aussi qu'en 2013, la Banque a figuré comme l'un des principaux sponsors des Jeux des Petits États d'Europe qui se sont déroulés fin mai 2013 au Luxembourg.

Partenaire traditionnel de la Philharmonie et de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, la Banque continue à soutenir ces instituts phares de la scène

culturelle luxembourgeoise. Fin 2012 BGL BNP Paribas met son violoncelle, surnommé le « Luxembourgeois », de Matteo Goffriller à disposition de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg.

Soucieuse, par ailleurs, de son impact sur l'environnement local et international, la Banque a depuis toujours suivi une politique ambitieuse dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale. Rappelons dans ce contexte qu'en 2011, BGL BNP Paribas a été la première banque commerciale de la Place Financière au Luxembourg à obtenir le label d'Entreprise Socialement Responsable (ESR). À noter qu'au niveau du Groupe BNP Paribas, la responsabilité sociale et environnementale est devenue un véritable enjeu stratégique clairement défini dans les engagements publics et les politiques sectorielles réglant les investissements et engagements du Groupe dans des secteurs sensibles comme la défense, l'industrie du charbon, les sables bitumineux, etc.

En tant qu'acteur de l'économie réelle – et ceci surtout en période de crise économique – la volonté est d'agir sur la dynamique économique du pays. La Banque exerce sa responsabilité économique, d'un côté, via différents outils tels que la Microfinance (investissement dans le Luxembourg Microfinance & Development Fund), l'Entrepreneuriat Social ou encore l'Investissement Socialement Responsable et, d'un autre côté, à travers un projet tout à fait innovant : le *Lux Future Lab*.

Rappelons que le *Lux Future Lab* a été lancé mi-2012 comme projet pilote et qu'il constitue sans doute l'un des projets les plus avant-gardistes que le Luxembourg ait vu naître. Composé de deux plateformes – l'une entrepreneuriale, l'autre dédiée à la formation/éducation – le *Lux Future Lab* vise à avoir un impact positif sur la dynamique sociale et économique du pays en encourageant des individus au croisement de leur développement personnel à se former, à développer des idées entrepreneuriales et à interagir. Le *Lux Future Lab* accueille désormais une centaine d'entrepreneurs et il constitue ainsi un des incubateurs les plus importants du pays. La plateforme dédiée à la formation-éducation a elle aussi bien progressé, notamment grâce à la 2^e édition de la *Summer School*, dont l'objectif est d'inciter les jeunes à s'intéresser activement à leur avenir en pensant « out of the box » et en termes d'excellence.

En 2013, elle a accueilli pendant deux semaines vingt-sept étudiants et une cinquantaine d'intervenants. Elle a obtenu le 1^{er} Prix de l'innovation Luxembourg du Groupe BNP Paribas.

Relevons aussi que depuis 2011, la Banque répond aux besoins des associations et ONG à travers son programme Click ONG. Le monde associatif ayant des besoins particuliers, la Banque en a fait un segment de clientèle à part entière et lui consacre un portail sur sa page d'accueil: en un seul clic et en toute transparence, les associations et ONG peuvent accéder à l'ensemble de l'offre financière et extra-financière qui leur est dédiée. Ainsi, Click ONG permet au monde associatif de solliciter directement via le site l'attribution, dans la mesure des disponibilités, de matériel informatique que la Banque renouvelle régulièrement. Depuis le lancement de cette opération, près de 400 ordinateurs ont été distribués, permettant de soutenir des projets solidaires tout en offrant une seconde vie au matériel informatique.

L'un des programmes phares de *Click ONG* est le *Prêt de Compétences*. Lancé mi-2012, il est devenu un réel support pour le monde associatif qui le sollicite régulièrement: 10 missions ont été réalisées en 2013 grâce à 50 bénévoles. En 2 ans, ce ne sont pas moins de 120 bénévoles qui ont participé à 19 missions dans le domaine de la solidarité et de l'éducation.

Enfin, dans le cadre de *l'Opération Coup de Pouce*, grâce aux collaborateurs du Groupe BNP Paribas au Luxembourg qui se sont activement engagés dans des associations caritatives, 31 projets solidaires ont pu être soutenus en 2013, pour un montant de 86.000 euros. À noter que depuis la création en 2010 de *l'Opération Coup de Pouce*, près de 100 projets ont été soutenus pour un montant total de 275.000 euros.

Nouvel immeuble sur le site du Kirchberg: CBK II

Le projet immobilier CBK II prévoit la construction sur le terrain du siège de la Banque au Kirchberg de deux immeubles de bureaux reliés entre eux et qui seront occupés par les différentes entités du Groupe BNP Paribas au Luxembourg.

Le Groupe BNP Paribas au Luxembourg exploitant aujourd'hui plusieurs bâtiments centraux, l'objectif du projet de construction CBK II est de rassembler les collaborateurs de la plupart des entités du Groupe sur le site du Kirchberg. Signalons aussi qu'en tant qu'acteur responsable, la Banque a mis l'accent sur le respect de l'environnement dans la conception du projet. Une attention particulière a ainsi été accordée aux technologies éco-responsables et à une consommation minimale d'énergie et de ressources naturelles.

Les travaux de terrassement ont démarré en mars 2013. Après l'achèvement de la construction prévue pour juin 2016, le site hébergera près de 4.000 collaborateurs du Groupe BNP Paribas et disposera d'une surface totale des bâtiments de 86.000 m².

RAPPORT DE GESTION NON CONSOLIDÉ

Résultats non consolidés

Le rapport de gestion non consolidé commente l'évolution des chiffres établis sur base non consolidée d'après les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg et, notamment, la loi modifiée du 17 juin 1992 sur les comptes des établissements de crédit de droit luxembourgeois.

Les résultats des exercices 2012 et 2013 ont été impactés par des éléments exceptionnels non-récurrents dans les deux années. La lecture des états financiers de BGL BNP Paribas doit être réalisée en tenant compte de ces facteurs.

Compte de résultat	Exercice 2013	Exercice 2012
	Total	Total
<i>En millions d'euros</i>		
Produit net bancaire	819,0	862,1
Autres produits / charges d'exploitation	18,1	39,9
Frais de gestion	(569,6)	(575,6)
<i>dont : Frais généraux administratifs</i>	<i>(393,2)</i>	<i>(396,3)</i>
<i>dont : Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels</i>	<i>(176,4)</i>	<i>(179,3)</i>
Résultat brut d'exploitation	267,5	326,4
Corrections de valeur sur créances, sur valeurs mobilières à caractère d'immobilisations financières et sur participations	(70,5)	(124,2)
Résultat d'exploitation	197,0	202,2
Autres éléments hors exploitation	0,2	0,5
Produits provenant de la dissolution de montants inscrits au fonds pour risques bancaires généraux	-	35,0
Résultat avant impôt	197,2	237,7
Impôts	(50,9)	(46,4)
Résultat net	146,3	191,3

Éléments exceptionnels

Tant les résultats des exercices 2012 que 2013 ont été impactés par différents éléments exceptionnels.

En raison du ralentissement des activités de gestion d'actifs et de perspectives de développement en recul, la Banque a enregistré des corrections de valeur sur sa participation dans BNP Paribas Investment Partners (BNPP IP) de -50,5 millions d'euros en 2013 (contre -50,0 millions d'euros en 2012). Par ailleurs, suite à une cession d'actions, sa participation est passée de 5,11 % en 2012 à 4,96 % en 2013.

En 2012, la Banque a réduit son exposition aux dettes souveraines, ce qui a impacté négativement le résultat 2012 à hauteur de -21,8 millions d'euros.

Dans le cadre des impacts sur le business model de la Banque de l'évolution de la réglementation et de l'annonce de l'échange automatique d'information au 1^{er} janvier 2015, BGL BNP Paribas a mis en place un plan de départs anticipés à la retraite sur base volontaire. La communication de ce plan a justifié la comptabilisation d'une provision de 41,4 millions d'euros au niveau des autres charges d'exploitation dès 2013.

En 2012, la Banque avait réduit son Fonds pour risques bancaires généraux à hauteur de 35,0 millions d'euros afin de compenser en partie la dotation exceptionnelle aux corrections de valeur sur participations et les pertes engendrées sur les cessions de titres souverains.

Compte de résultat hors éléments exceptionnels	Exercice 2013	Exercice 2012
	Total	Total
<i>En millions d'euros</i>		
Produit net bancaire	819,0	862,1
Autres produits / charges d'exploitation	59,5	39,9
Frais de gestion	(569,6)	(575,6)
<i>dont : Frais généraux administratifs</i>	<i>(393,2)</i>	<i>(396,3)</i>
<i>dont : Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels</i>	<i>(176,4)</i>	<i>(179,3)</i>
Résultat brut d'exploitation	308,9	326,4
Corrections de valeur sur créances, sur valeurs mobilières à caractère d'immobilisations financières et sur participations	(20,0)	(36,4)
Résultat d'exploitation	288,9	290,0
Autres éléments hors exploitation	0,2	0,5
Produits provenant de la dissolution de montants inscrits au fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Résultat avant impôt	289,1	290,5
Impôts	(78,1)	(72,0)
Résultat net	211,0	218,5

Hors de ces éléments exceptionnels, le Produit net bancaire est en baisse de 43,1 millions d'euros ou -5 % alors que les frais généraux sont stables, en léger repli de 3,1 millions d'euros ou -1 %. Le résultat net recule de 7,5 millions d'euros ou -3 %.

Évolution du compte de résultat

Pour l'année 2013, la somme des **Revenus nets d'intérêts, revenus de valeurs mobilières, produits nets de commissions et résultats provenant d'opérations financières** réalisés par la Banque s'élève à 819,0 millions d'euros, en baisse de 43,1 millions d'euros ou de 5 % par rapport à l'exercice précédent.

Les *Revenus nets d'intérêts* passent de 532,0 millions d'euros à 548,3 millions d'euros, en augmentation de 16,3 millions d'euros ou 3 % par rapport à l'exercice dernier. Les résultats nets d'intérêts des activités de la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) et de Wealth Management sont en légère baisse (-2,4 millions d'euros), la croissance des encours, principalement au niveau de la Banque des Entreprises à Luxembourg, compensant l'érosion des encours constatée au niveau de Wealth Management.

Les résultats d'intérêts générés par la Trésorerie sont par contre en recul suite à des conditions de marché (en matière de primes de liquidités) moins favorables en 2013 qu'en 2012. Ceci est contrebalancé par la baisse importante sur les intérêts à payer dans le cadre de l'activité d'émission de produits structurés qui est largement neutralisée par l'évolution du poste Résultats provenant d'opérations financières.

Le poste *Produits nets de commissions* affiche une progression de 11,6 millions d'euros ou 7 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 168,3 millions d'euros en 2012 à 179,9 millions d'euros en 2013. Cette évolution positive résulte principalement de la hausse des commissions perçues sur les transactions sur les portefeuilles titres de la clientèle qui affichent une progression de +6,4 millions d'euros ou 15 %.

Les *Revenus sur valeurs mobilières* augmentent de 2,6 millions d'euros en passant de 53,0 millions d'euros en 2012 à 55,6 millions d'euros en 2013 suite à une légère hausse des dividendes perçus de certaines filiales.

Les *Résultats provenant d'opérations financières* connaissent un recul important (de 108,8 millions d'euros en 2012 à 35,2 millions d'euros en 2013). L'évolution des marchés financiers en 2012 avait permis à la Banque de bénéficier de reprises de corrections de valeur importantes suite à la hausse des marchés financiers et aux libérations de corrections de valeur excédentaires enregistrées dans le cadre de remboursements d'une partie d'obligations du portefeuille de crédits structurés (- 50 millions euros par rapport à 2012). Par ailleurs, le poste diminue également suite à la baisse des primes d'options perçues dans le cadre de l'émission de produits structurés. Cet impact est largement neutralisé par l'évolution inverse au niveau du poste des Revenus nets d'intérêts.

Le poste *Autres produits d'exploitation* qui s'établit à 70,2 millions d'euros pour l'exercice 2013 contre 61,9 millions d'euros en 2012, comprend notamment les frais refacturés à d'autres entités du Groupe au Luxembourg.

Au 31 décembre 2013, les *Frais généraux administratifs* s'élèvent à 393,2 millions d'euros par rapport à 396,3 millions d'euros au terme de l'exercice précédent, soit une baisse de 3,1 millions d'euros ou -1 %.

Les frais de personnel s'établissent à 254,7 millions d'euros au 31 décembre 2013, soit une hausse de 11,0 millions d'euros ou 4 % expliquée essentiellement par les automatismes prévus par la convention collective de travail et par l'adaptation des salaires à l'indice du coût de vie. Les autres frais administratifs s'élèvent à 138,4 millions d'euros affichant une baisse de -14,1 millions d'euros ou -9 %. Cette baisse s'explique par une diminution des coûts liés au programme de simplification du fonctionnement et d'amélioration opérationnelle (Simple & Efficient). Ces frais qui s'élevaient à -19,9 millions d'euros en 2012 alors qu'ils sont limités à -6,2 millions d'euros sur l'exercice 2013 ont permis à la Banque de réaliser des économies récurrentes de 10,6 millions d'euros dès l'exercice 2013.

Le poste *Autres charges d'exploitation* est en augmentation par rapport à l'exercice précédent et s'élève à 52,1 millions d'euros en 2013 contre 22,0 millions d'euros en fin 2012. En 2013, ce poste englobe une provision de 41,4 millions d'euros liée au nouveau plan de départs anticipés à la retraite sur base volontaire. L'exercice 2012 incluait la constitution d'une provision liée à une garantie donnée à Cardif Lux Vie S.A. lors de la fusion fin 2011 des entités du secteur assurance vie et relative à des litiges existants au sein de Fortis Luxembourg Vie S.A.

Le poste *Dotations/reprises de corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements* reste maîtrisé présentant une dotation nette aux corrections de valeur de 8,6 millions d'euros en 2013 par rapport à dotation nette de 38,7 millions d'euros en 2012. Cette variation est notamment liée à la dotation de la provision forfaitaire pour actifs à risque à hauteur de 16,0 millions d'euros faite en 2012 et la diminution des provisions spécifiques passant de 22,7 millions d'euros en 2012 à 8,6 millions d'euros en 2013.

Le poste *Dotations/reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées* présente une dotation nette de 61,9 millions d'euros en comparaison d'une charge nette de 85,5 millions d'euros en 2012. En 2012, suite à la baisse de valeur des activités de gestion d'actifs du groupe BNP Paribas Investment Partners S.A., la Banque avait dû enregistrer une correction de valeur de 50,0 millions d'euros sur sa participation. En 2013, la Banque a enregistré une dotation complémentaire de 50,5 millions d'euros sur cette même participation. En outre, la Banque avait cédé au cours de l'exercice 2012 une partie de son portefeuille obligataire de dette souveraine en enregistrant une perte de 18,0 millions d'euros sur la vente d'obligations de dette souveraine portugaise et une perte de 3,8 millions d'euros sur l'échange et la vente de ses obligations de dette souveraine grecque.

En 2012, la Banque avait réduit son **Fonds pour risques bancaires généraux** à hauteur de 35,0 millions d'euros afin de compenser en partie la dotation exceptionnelle aux corrections de valeur sur participation et les pertes engendrées sur les cessions de titres souverains. Cette

réserve anticyclique avait été constituée de manière préventive lors de périodes conjoncturelles favorables avec l'objectif d'être utilisée dans des périodes moins favorables.

Les **Impôts sur le résultat ordinaire** s'établissent à 50,4 millions d'euros contre 45,8 millions d'euros, soit une hausse de 4,6 millions d'euros ou 10 %.

Les **Produits exceptionnels** affichent un résultat de 84,8 millions d'euros en 2013 suite aux plus-values réalisées lors de l'apport de deux immeubles à des sociétés immobilières détenues par la Banque. Ces plus-values sont susceptibles d'immunisation fiscale en vertu de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu. De ce fait, ces plus-values sont neutralisées par des dotations identiques comptabilisées au sein du poste **Dotations aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves**.

Finalement, la Banque a dégagé un **bénéfice net** non consolidé de 146,3 millions d'euros (191,3 millions d'euros en 2012), en baisse de 45,0 millions d'euros ou 24 % par rapport à l'exercice précédent. Hors des éléments exceptionnels mentionnés précédemment, le recul du bénéfice net est limité à -7,5 millions d'euros ou -3 %.

Bilan

La somme du bilan s'élève à 31,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en régression de 1,6 milliard d'euros ou 5 %, principalement influencée par le recul des émissions de papier à court et à long terme émises par la Banque.

À l'**actif** du bilan, le poste **Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux** diminue de 1,0 milliard d'euros à 306 millions d'euros. Cette baisse résulte principalement de la diminution de 700 millions d'euros des dépôts auprès de la Banque centrale du Luxembourg suite à un moindre recours à des placements dans le cadre du programme de stérilisation des liquidités initié par la Banque centrale européenne.

Les **Créances sur les établissements de crédits** diminuent légèrement de 1 % et reprennent essentiellement des placements interbancaires effectués au sein du Groupe BNP Paribas.

Les **Créances sur la clientèle** restent stables et se situent à 12,5 milliards d'euros. La Banque de Détail et des Entreprises à Luxembourg voit ses encours moyens de crédits progresser de 2 % principalement soutenus par une augmentation des crédits immobiliers qui croissent de 9 %. A contrario, on peut noter la baisse des financements accordés aux entités détenues par la Banque et la dernière phase de transfert des crédits accordés aux grandes entreprises établies dans des pays germanophones vers BNP Paribas en Allemagne.

Le poste **Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe** est en baisse par rapport à l'exercice précédent passant de 4,7 milliards d'euros à 4,5 milliards d'euros suite notamment à l'arrivée à maturité de certaines positions obligataires dont le produit n'a pas été entièrement réinvesti dans cette classification de portefeuille.

Le poste **Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable** diminue de 41 millions d'euros à 199 millions d'euros en raison de la baisse des actions détenues dans le cadre de l'activité de trading « Global Equity Commodities and Derivatives (GECD) ».

Le poste **Actifs incorporels** est composé essentiellement de la valeur nette du fonds de commerce pour un montant initial de 802 millions d'euros résultant de la fusion par absorption de BNP Paribas Luxembourg S.A. au 1^{er} octobre 2010. Le fonds de commerce est amorti sur une période de 5 ans, soit un montant de 160,5 millions d'euros pour l'exercice 2013. Au 31 décembre 2013, la valeur résiduelle est de 281 millions d'euros.

Au **passif** du bilan, les **Dettes envers les établissements de crédit** progressent légèrement de 2,7 milliards d'euros en 2012 à 2,8 milliards d'euros en 2013. Ce poste reprend essentiellement des dépôts faits par d'autres entités du Groupe BNP Paribas auprès de la Banque.

Le poste **Dettes envers la clientèle** reste stable et se situe à 19,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Ce poste résiste donc bien au départ de clients non-résidents suite à l'annonce du changement de réglementation en matière d'échange automatique d'informations à partir du 1^{er} janvier 2015. Au niveau de la Banque des Entreprises au Luxembourg, la croissance des dépôts est importante avec une progression de 9 %.

principalement liée à une très bonne collecte sur la clientèle entreprises et institutionnelles. Le Wealth Management voit ses dépôts diminuer légèrement de 3%. Cette baisse reste limitée en raison notamment d'un report sur les dépôts des ventes de portefeuilles titres de la clientèle.

Les **Dettes représentées par un titre** diminuent de 3,5 milliards d'euros en 2012 à 2,1 milliards d'euros en 2013, soit une baisse de 1,4 milliard d'euros. Cette baisse est liée, d'une part, au recul des émissions de papier à court terme en raison de conditions de marché moins favorables, et notamment en raison des

taux extrêmement bas qui ont incité les investisseurs à se tourner vers d'autres produits offrant un rendement supérieur. D'autre part, l'arrêt d'émissions de produits structurés pour compte d'autres entités du Groupe BNP Paribas ainsi que des remboursements d'émissions du programme EMTN non renouvelés contribuent également à la diminution de ce poste.

Les **Autres passifs** diminuent de 0,4 milliard d'euros passant de 1,4 milliard d'euros à 1,0 milliard d'euros essentiellement suite à l'arrivée à échéance d'une vente à découvert de titres dans le cadre d'opérations de structuration.

Répartition du résultat

Le bénéfice disponible s'établit comme suit :

Résultat de l'exercice	EUR	146.300.735,00
Résultats reportés	EUR	314.867,49
Résultat à répartir	EUR	146.615.602,49

Il est proposé à l'Assemblée Générale la répartition bénéficiaire suivante :

Allocations statutaires	EUR	1.494.053,52
Dividende de 5,18 euros aux 27.979.135 actions	EUR	144.931.919,30
Report à nouveau	EUR	189.629,67
Total	EUR	146.615.602,49

Si ces propositions sont acceptées, un dividende d'un montant brut de 5,18 euros par action sera payable aux actionnaires au titre de l'exercice 2013, sur présentation du coupon n° 34.

Il est proposé à l'Assemblée Générale de transférer un montant de 90,6 millions d'euros de la réserve libre à une réserve indisponible pour impôt sur la fortune afin de pouvoir réduire la charge de l'impôt sur la fortune relative à l'exercice 2013. Suivant la législation fiscale en vigueur, cette réserve doit être maintenue pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de la réduction. De même, il est proposé à l'Assemblée

Générale de transférer un montant de 32,8 millions d'euros de la réserve indisponible vers la réserve libre pour l'impôt sur la fortune relatif à l'exercice 2008.

Fonds propres

Au 31 décembre 2013, le **capital souscrit** et libéré s'élève à 713,1 millions d'euros, représenté par 27.979.135 actions.

Les **fonds propres non consolidés réglementaires** hors résultat de l'année courante de la Banque au 31 décembre 2013 entrant dans le calcul du ratio

de solvabilité s'élèvent à 5,2 milliards d'euros contre 5,1 milliards d'euros au 31 décembre 2012.

Acquisition et détention d'actions propres

Dans le respect de l'article 49-3 c) de la loi sur les sociétés commerciales, la Banque déclare qu'elle n'a pas procédé à un rachat d'actions propres en 2013. Au 31 décembre 2013, la Banque ne détenait pas d'actions propres.

PERSPECTIVES 2014

Les activités des métiers stratégiques continuent de se développer de façon satisfaisante au regard du contexte économique au sein de la zone euro et des contraintes apportées par les évolutions réglementaires et législatives. En particulier dans le cadre de l'annonce de l'échange automatique d'informations sur les paiements d'intérêts à partir du 1^{er} janvier 2015, la Banque a mis en œuvre des mesures importantes visant à accompagner ses clients durant toute cette période de transition qui se poursuivra en 2014.

En parallèle, la Banque a lancé un programme ambitieux destiné à développer des relais de croissance au niveau de ses différents métiers.

La Banque poursuivra en 2014 son engagement fort auprès des clients et ses investissements d'innovation notamment en vue d'élargir son offre en modernisant le réseau des agences en y intégrant une offre digitale et un nouveau format d'agence. Par ailleurs, la Banque va également renforcer le *cross-selling* avec les différentes entités de BNP Paribas présentes au Luxembourg, développer le cash management, et étendre son offre de Banque Privée vers des segments plus spécialisés.

Au niveau des participations consolidées, les activités stratégiques du Leasing International continuent pour leur part à se développer positivement au regard d'une activité économique au ralenti en Europe. Le développement stratégique du Groupe BNP Paribas s'appuie entre autre sur la présence forte du leasing en Allemagne et ambitionne d'y élargir significativement sa base de clientèle.

Parallèlement, BGL BNP Paribas maintiendra ses efforts d'optimisation opérationnelle en poursuivant les initiatives inscrites dans le programme « Simple & Efficient » lancé globalement par le Groupe BNP Paribas. Ce programme qui concerne tous les métiers et géographies où le Groupe BNP Paribas est présent, vise à en simplifier le fonctionnement ainsi qu'à en améliorer l'efficacité opérationnelle. Il prévoit ainsi un investissement sur les années à venir en vue de dégager des économies récurrentes et préparer ainsi la Banque à rencontrer ses défis futurs.

ORGANES DE GOUVERNANCE

Comité du Contrôle interne et des Risques

Au cours de l'exercice 2013, le Comité du Contrôle interne et des Risques s'est réuni à cinq reprises. Il a pour mission d'assister le Conseil d'administration dans l'exercice effectif de sa mission de surveillance dans les domaines prévus par la circulaire CSSF 12/552 (telle que modifiée) pour l'audit, les risques et la Compliance.

Les membres du Comité du Contrôle interne et des Risques sont nommés par le Conseil d'administration. Il est composé d'administrateurs qui ne font partie ni de la direction, ni du personnel de la Banque. Il est actuellement composé du Président du Conseil d'administration, ainsi que de quatre autres administrateurs, dont l'un assume la présidence du Comité.

La Banque suit ainsi non seulement les recommandations de son autorité de contrôle ainsi que les standards internationalement reconnus, mais a également développé la consolidation d'un environnement de contrôle interne propice à la sécurité de ses opérations et conforme aux best practices en la matière.

Comité de Rémunération et de Nomination

Le Conseil d'administration se fait assister par un comité spécialisé, intitulé « Comité de Rémunération et de Nomination », qui agit conformément aux compétences qui lui sont attribuées dans le cadre de la Politique de rémunération telle qu'arrêtée par le Conseil d'administration en accord avec les exigences réglementaires en la matière.

Le Comité de Rémunération et de Nomination dispose du pouvoir décisionnel en matière de rémunération des membres du Comité de direction, et plus particulièrement en ce qui concerne la structure des rémunérations et la rémunération individuelle. Il propose par ailleurs au Conseil d'administration la nomination d'administrateurs et de membres du Comité de direction ainsi que l'approbation des nominations et révocations des responsables des fonctions de Contrôle interne.

Le Comité de Rémunération et de Nomination, qui est composé de quatre membres du Conseil d'administration autres que ceux qui participent à la gestion journalière de l'entreprise ou qui représentent le personnel, s'est réuni à deux reprises au cours de l'exercice 2013.

Bureau du Conseil

Le Bureau du Conseil, institué conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts de la Banque, a pour mission de préparer les séances du Conseil d'administration. Le Bureau du Conseil qui est composé du Président et du Vice-président du Conseil d'administration ainsi que du Président du Comité de direction s'est réuni à 8 reprises au cours de l'exercice 2013.

Conseil d'administration

L'Assemblée générale du 4 avril 2013, conformément à l'article 14 des statuts, a procédé à la nomination à la fonction d'administrateur de Monsieur Georges Heinrich qui a été coopté par le Conseil d'administration en date du 11 janvier 2013. Monsieur Georges Heinrich préside le Conseil d'administration depuis cette date.

En outre, l'Assemblée générale a pris acte de la démission de Monsieur Eric Martin de ses fonctions d'administrateur à la date de l'Assemblée générale et, conformément à l'article 14 des statuts, a procédé à la nomination à la fonction d'administrateur de Monsieur Thomas Mennicken pour terminer le mandat de Monsieur Eric Martin.

Monsieur Jean-Louis Siweck a démissionné du Conseil d'administration avec effet au 31 octobre 2013. Monsieur Pierre Gramegna a présenté sa démission du Conseil d'administration avec effet au 3 décembre 2013. Le mandat d'administrateur de Monsieur Marc Assa a pris fin au 31 décembre 2013 en application de la limite d'âge fixée par le Règlement intérieur du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a décidé de ne pas procéder à des cooptations d'administrateurs pour terminer les mandats de ces trois administrateurs démissionnaires.

Suite aux élections de la Délégation du personnel intervenues le 13 novembre 2013, les administrateurs représentant le personnel ont démissionné de leur mandat d'administrateur représentant le personnel avec effet au 6 janvier 2014. Conformément aux dispositions de la législation relative à l'élection des représentants des salariés, sept salariés ont été désignés avec effet au 6 janvier 2014 comme représentants du personnel au sein du Conseil d'administration de la Banque. Il s'agit de Mesdames Corinne Ludes et Denise Steinhäuser ainsi que de Messieurs Jean-Marie Azzolin, Gabriel Di Letizia, Jean-Claude Gilbertz, Claude Heirend et Carlo Krier.

Tous les mandats d'administrateur viendront à échéance à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en avril 2015.

Le Conseil d'administration s'est réuni à 8 reprises au cours de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 13 mars 2014
Le Conseil d'administration



Fernand Roda (*1951) - *Planquadrat*, 1994 - Huile sur toile